

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION MINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

## REMBOURSEMENTS ET DÉGRÈVEMENTS





## NOTE EXPLICATIVE

---

Cette annexe au projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2022 est prévue par l'article 54-4° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document présente et explique les réalisations effectives concernant l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les rapports annuels de performances des programmes qui lui sont associés. Les rapports annuels de performances rendent compte de l'exécution des engagements pris dans les projets annuels de performances accompagnant la loi de finances pour 2022, tant en termes d'exécution des crédits que de compte-rendu en matière de performance, d'activité des opérateurs de l'État.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits consommés (y compris les fonds de concours et attributions de produits) et les emplois utilisés en 2022 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

La maquette budgétaire (Mission Programme Action Objectif Indicateur Opérateurs) est celle de la loi de finances pour 2022. Le cas échéant, les données relatives à l'exécution 2021 peuvent avoir été retraitées.

**Dans une première partie, le bilan de la programmation pluriannuelle, la récapitulation des crédits et des emplois ainsi que l'analyse des coûts sont présentés de façon synthétique au niveau de la mission.**

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

■ **La présentation de la consommation effective et de la prévision initiale des crédits ainsi que le détail des charges et des dépenses fiscales :**

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). Les fonds de concours ouverts (FdC) et les attributions de produits (AdP) réalisées en 2022, ainsi que leurs évaluations initiales sont précisés ;
- les crédits 2021 ;
- les charges du programme, évaluées par action ;
- les dépenses fiscales rattachées au programme.

■ **Le rapport annuel de performances qui regroupe :**

- le bilan stratégique du programme ;
- pour chaque objectif de performance, les résultats attendus et obtenus des indicateurs et une analyse de ces résultats ;
- la justification au premier euro des mouvements de crédits et des dépenses constatées. Elle rappelle le contenu physique et financier du programme, les déterminants de la dépense effective, ainsi que les raisons des écarts avec la prévision initiale. Un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement est aussi présenté ;
- une présentation des réalisations effectives des principaux opérateurs et des emplois effectivement rémunérés.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT).** On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



## SOMMAIRE

---

|  |           |
|--|-----------|
| <b>MISSION : Remboursements et dégrèvements</b>  | <b>7</b>  |
| Bilan de la programmation pluriannuelle  | 8         |
| Récapitulation des crédits et des emplois  | 10        |
| <b>PROGRAMME 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)</b>   | <b>13</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 14        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 15        |
| 1 – <i>Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible</i>   | 15        |
| Présentation des crédits   | 19        |
| Justification au premier euro  | 26        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 26        |
| <i>Justification par action</i>  | 29        |
| 11 – <i>Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt</i>  | 29        |
| 12 – <i>Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques</i>   | 31        |
| 13 – <i>Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État</i>  | 35        |
| <i>Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État</i>  | 40        |
| <b>PROGRAMME 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b>   | <b>41</b> |
| Bilan stratégique du rapport annuel de performances  | 42        |
| Objectifs et indicateurs de performance  | 43        |
| 1 – <i>Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible</i>   | 43        |
| Présentation des crédits   | 44        |
| Justification au premier euro  | 48        |
| <i>Éléments transversaux au programme</i>  | 48        |
| <i>Justification par action</i>  | 50        |
| 01 – <i>Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle</i> | 50        |
| 02 – <i>Taxes foncières</i>  | 51        |
| 03 – <i>Taxe d'habitation</i>  | 52        |
| 04 – <i>Admission en non valeur d'impôts locaux</i>  | 53        |



MISSION  
**Remboursements et dégrèvements**

---

## Bilan de la programmation pluriannuelle

### BILAN STRATÉGIQUE DE LA MISSION

**La mission « Remboursements et dégrèvements » comporte deux programmes dont les stratégies similaires répondent à un objectif unique et commun.**

Cet objectif partagé est de permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits en matière de remboursements et dégrèvements d'impôts le plus rapidement possible, tout en garantissant le bien fondé des dépenses au regard de la législation. L'amélioration de la qualité du service rendu se traduit notamment pour les usagers professionnels par une gestion plus souple de leur trésorerie qui améliore leur compétitivité.

La poursuite de cet objectif s'inscrit dans une démarche d'efficience et s'appuie sur la recherche de simplifications, la réorganisation des processus, et le recours aux nouvelles technologies.

Le programme 200 « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » identifie les dépenses en atténuation de recettes ayant trait aux impôts d'État. Il retrace les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales lorsqu'elles conduisent à la mise en œuvre de dégrèvements d'impôts, de remboursements ou restitutions de crédits d'impôt, de compensations prévues par des conventions fiscales internationales. Il enregistre en outre un certain nombre d'opérations comptables liées aux remises gracieuses, annulations, admissions en non-valeur de recettes, ou aux remises de débits.

S'agissant de ce programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État », la cible de l'indicateur 1.1 « Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours » a été largement atteinte.

L'indicateur 1.2 « Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA (RCTVA) non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours » n'a, quant à lui, pas atteint la cible fixée.

Enfin, la cible de l'indicateur 1.3 « Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux » a également été atteinte.

Par ailleurs, l'exécution 2022 du programme 200 s'est soldée par un niveau de remboursements et de dégrèvements supérieur de 1,5 % au montant prévisionnel inscrit en LFI et inférieur de 2,9 % au montant prévisionnel qui figure en LFR2 pour 2022. Finalement, l'exécution 2022 des dépenses du programme 200 est en hausse de 2,9 % par rapport à celle de 2021.

Les principales évolutions de l'exécution ont été les suivantes, entre 2021 et 2022 :

- L'exécution de l'action 11 (mécanisme de l'impôt) a augmenté d'environ 3,3 Md€ entre les deux années, en raison de la très forte progression des remboursements de crédits de TVA (en hausse de 6,3 Md€), liés à une forte croissance des dépôts de demandes de remboursement en 2022. Cette forte croissance est partiellement compensée par la baisse des remboursements d'IS (-2,9 Md€) consécutive à de moindres remboursements liés au report en arrière de déficits et à la forte augmentation des bénéfices fiscaux entre 2020 et 2021 (+41 %).
- L'exécution de l'action 12 (politiques publiques) a diminué d'environ 0,8 Md€ entre les deux années, essentiellement en raison de la suppression du CICE à compter des salaires 2019 et de la suppression de la CAP.
- L'exécution de l'action 13 (gestion de l'impôt) a augmenté d'environ 1,0 Md€ entre les deux années. Cette hausse s'explique, malgré de moindres dégrèvements d'impôt sur le revenu liés à des erreurs déclaratives en 2022, à hauteur de 0,7 Md€, par une très forte hausse des remboursements et dégrèvements TVA (+1,4 Md€, majoritairement en rectification d'erreurs déclaratives) et sur les autres produits de l'État (+0,9 Md€).



De manière similaire, le programme 201 « remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » recense les dépenses correspondant aux dégrèvements d'impôts locaux, ainsi que celles liées à des opérations comptables (remises gracieuses, annulations, admissions en non-valeur de recettes).

L'indicateur 1.1 « taux de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux » couvre près du tiers du contentieux traité par les services locaux de la Direction Générale des Finances Publiques. En 2022, cet indicateur affiche un taux de 97,3 %, en hausse de 0,8 point par rapport à 2021 et au dessus de la cible fixée à 95,5 %.

Par ailleurs, l'exécution 2022 des dépenses du programme 201 s'est soldée par un niveau de remboursements et de dégrèvements supérieur de 5,4 % au montant prévisionnel inscrit en LFI et inférieur 0,5 % au montant prévisionnel inscrit en LFR2.

*In fine*, l'exécution des dépenses du programme 201 est inférieure de 13,8 % à l'exécution 2021, elle-même déjà très sensiblement inférieure à celle de 2020 (-64,7 %).

L'évolution entre 2021 et 2022 résulte essentiellement de la baisse des remboursements liés à la contribution économique territoriale, l'action 1 condensant l'essentiel de la baisse du programme (-1,0 Md€). Les deux principales baisses sont celles du plafonnement de la valeur ajoutée (-0,4 Md€), qui traduit la diminution du taux de plafonnement de la CET de 3 % à 2 % de la valeur ajoutée à compter du millésime 2021, et la diminution d'environ 0,7 Md€ des restitutions CVAE et de TA-CVAE, contrecoup de la réforme de 2021 : la moitié des encaissements de 2021 relatifs aux millésimes antérieurs à 2021 sont fléchés vers le budget général de l'État, par conséquent, les restitutions du millésime 2020 sont affectées pour moitié en moindre recettes du compte d'avance aux collectivités territoriales et sont maintenues pour moitié en dépenses du P201. Au contraire, en 2022, les restitutions relatives aux millésimes antérieurs à 2021 affectées au budget général de l'État deviennent très marginales, la majorité ayant été comptabilisée en 2021.

**Remboursements et dégrèvements**

Mission | Récapitulation des crédits et des emplois

## Récapitulation des crédits et des emplois

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ET DES EMPLOIS PAR PROGRAMME

**Avertissement**

La colonne « ETPT » est renseignée de la façon suivante :

- la prévision en emplois du programme correspond au total indicatif des ETPT par programme figurant dans le PAP 2022 et des transferts d'ETPT prévus en gestion ;
- l'exécution en emplois du programme correspond à la consommation des ETPT du programme pour l'année 2022 sur le périmètre de gestion du ministère (c'est-à-dire après transferts de gestion éventuels).

| Programme<br>Crédits   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | ETPT * |
|--|-------------------------------|------------------------|--------|
| <b>200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)</b> |                               |                        |        |
| Prévision  | 129 540 319 970               | 129 540 319 970        |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 123 981 941 162               | 123 981 941 162        |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>                                | 5 558 378 808                 | 5 558 378 808          |        |
| Exécution  | 125 785 374 523               | 125 782 958 735        |        |
| <b>201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)</b> |                               |                        |        |
| Prévision  | 7 017 985 108                 | 7 017 985 108          |        |
| <i>Crédits de LFI (hors FdC et AdP)</i>  | 6 626 000 000                 | 6 626 000 000          |        |
| <i>Ouvertures / annulations (y.c. FdC et AdP)</i>                                | 391 985 108                   | 391 985 108            |        |
| Exécution  | 6 982 379 751                 | 6 982 196 777          |        |
| <b>Total Prévision</b>   | <b>136 558 305 078</b>        | <b>136 558 305 078</b> |        |
| <b>Total Exécution</b>   | <b>132 767 754 275</b>        | <b>132 765 155 512</b> |        |

\* Répartition indicative par programme du plafond ministériel d'emplois

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme ou de l'action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i>   | Autorisations d'engagement         |                                    | Crédits de paiement                |                                    |
|---|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
|   | 2021                               | 2022                               | 2021                               | 2022                               |
| 200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)   | 122 442 905 316<br>122 281 895 720 | 123 981 941 162<br>125 785 374 523 | 122 442 905 316<br>122 287 289 909 | 123 981 941 162<br>125 782 958 735 |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt  | 84 893 457 826<br>86 353 892 487   | 85 851 532 697<br>89 636 793 508   | 84 893 457 826<br>86 358 959 377   | 85 851 532 697<br>89 631 740 603   |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques  | 23 303 993 486<br>21 933 963 927   | 23 755 469 776<br>21 142 370 833   | 23 303 993 486<br>21 934 520 094   | 23 755 469 776<br>21 142 368 903   |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État  | 14 245 454 004<br>13 994 039 306   | 14 374 938 689<br>15 006 210 183   | 14 245 454 004<br>13 993 810 438   | 14 374 938 689<br>15 008 849 229   |
| 201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)   | 6 890 785 973<br>8 098 840 340     | 6 626 000 000<br>6 982 379 751     | 6 890 785 973<br>8 099 146 638     | 6 626 000 000<br>6 982 196 777     |
| 01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 3 960 785 973<br>4 915 379 922     | 3 610 000 000<br>3 933 720 742     | 3 960 785 973<br>4 915 688 088     | 3 610 000 000<br>3 933 547 071     |
| 02 – Taxes foncières  | 1 668 000 000<br>1 868 403 296     | 1 792 000 000<br>1 924 741 406     | 1 668 000 000<br>1 868 402 069     | 1 792 000 000<br>1 924 733 710     |
| 03 – Taxe d'habitation  | 778 000 000<br>823 072 457         | 740 000 000<br>680 817 338         | 778 000 000<br>823 071 374         | 740 000 000<br>680 816 872         |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux  | 484 000 000<br>491 984 665         | 484 000 000<br>443 100 266         | 484 000 000<br>491 985 108         | 484 000 000<br>443 099 124         |

## Remboursements et dégrèvements

Mission Récapitulation des crédits et des emplois

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme ou du titre<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement                       |  | Crédits de paiement                              |  |
|--|--|--|--|--|
|  | 2021   | 2022   | 2021   | 2022   |
| 200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)                            | 122 442 905 316<br>122 281 895 720               | 123 981 941 162<br>125 785 374 523               | 122 442 905 316<br>122 287 289 909               | 123 981 941 162<br>125 782 958 735               |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 3 726 323 434<br>3 315 665 038                   | 3 299 000 000<br>3 021 291 039                   | 3 726 323 434<br>3 316 263 180                   | 3 299 000 000<br>3 021 238 898                   |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 118 716 581 882<br>118 966 312 203               | 120 682 941 162<br>122 764 083 484               | 118 716 581 882<br>118 971 026 729               | 120 682 941 162<br>122 761 719 837               |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières   | 0<br>-81 522                                     | 0<br>0   | 0<br>0   | 0<br>0   |
| 201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)                            | 6 890 785 973<br>8 098 840 340                   | 6 626 000 000<br>6 982 379 751                   | 6 890 785 973<br>8 099 146 638                   | 6 626 000 000<br>6 982 196 777                   |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 0<br>6 494 435                                   | 0<br>275 712                                     | 0<br>6 494 435                                   | 0<br>275 712                                     |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 6 890 785 973<br>8 092 345 905                   | 6 626 000 000<br>6 982 104 039                   | 6 890 785 973<br>8 092 652 203                   | 6 626 000 000<br>6 981 921 065                   |
| <b>Total</b>   | <b>129 333 691 289</b><br><b>130 380 736 060</b> | <b>130 607 941 162</b><br><b>132 767 754 275</b> | <b>129 333 691 289</b><br><b>130 386 436 547</b> | <b>130 607 941 162</b><br><b>132 765 155 512</b> |
| Titre 3. Dépenses de fonctionnement  | 3 726 323 434<br>3 322 159 473                   | 3 299 000 000<br>3 021 566 751                   | 3 726 323 434<br>3 322 757 615                   | 3 299 000 000<br>3 021 514 610                   |
| Titre 6. Dépenses d'intervention   | 125 607 367 855<br>127 058 658 108               | 127 308 941 162<br>129 746 187 524               | 125 607 367 855<br>127 063 678 932               | 127 308 941 162<br>129 743 640 902               |
| Titre 7. Dépenses d'opérations financières   | 0<br>-81 522                                     | 0<br>0   | 0<br>0   | 0<br>0   |

PROGRAMME 200  
**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État  
(crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Jérôme FOURNEL

Directeur général des finances publiques

Responsable du programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Ce programme retrace les dépenses budgétaires résultant des règles fiscales conduisant à des dégrèvements, des remboursements et des restitutions de crédits d'impôt d'État et de compensations prévues par les conventions fiscales internationales.

Les réalisations des indicateurs de performance 1.1 et 1.3 sont supérieures aux niveaux cibles inscrits dans le projet annuel de performance (PAP) alors que l'indicateur 1.2 n'atteint pas la cible fixée.

Les remboursements liés à la mécanique de l'impôt ont augmenté de 3,3 Md€ entre 2021 et 2022, en raison de la très forte progression des remboursements de crédits de TVA (en hausse de 6,4 Md€), liés à une forte croissance des dépôts de demandes de remboursement en 2022. Cette progression est en partie compensée par la baisse des remboursements d'IS (-2,9 Md€) consécutive à de moindres remboursements liés au report en arrière de déficits et à la forte augmentation des bénéfices fiscaux entre 2020 et 2021 (+41 %).

Les remboursements liés à des politiques publiques ont baissé d'environ 0,8 Md€ entre 2021 et 2022, essentiellement en raison de la suppression du CICE à compter des salaires 2019 et de la suppression de la CAP.

Les remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État ont augmenté d'environ 1,0 Md€ entre les deux années. Cette hausse s'explique, malgré de moindres dégrèvements d'impôt sur le revenu liés à des erreurs déclaratives en 2022, à hauteur de 0,7 Md€, par une très forte hausse des remboursements et dégrèvements de TVA (+1,4 Md€, majoritairement en rectification d'erreurs déclaratives) et sur les autres produits de l'État (+0,9 Md€).

### RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

#### OBJECTIF 1 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

INDICATEUR 1.1 : Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours

INDICATEUR 1.2 : Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours

INDICATEUR 1.3 : Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

### INDICATEUR

1.1 – Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours

(du point de vue de l'usager)

|        | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| TVA+IS | %     | 92,5                | 91,9                | 80,0          | 91,1                | 80,0          |

#### Commentaires techniques

Exprimé en taux, cet indicateur mesure le pourcentage d'entreprises ayant obtenu le remboursement d'un crédit de TVA, et à partir de 2006, d'une restitution d'impôt sur les sociétés dans les trente jours qui suivent le dépôt de leur demande auprès de leur service des impôts, hors délai bancaire. Il comprend au numérateur le nombre de demandes déposées dans l'année ayant donné lieu à admission totale ou partielle remboursées dans un délai inférieur ou égal à 30 jours et au dénominateur le nombre total de demandes déposées dans l'année ayant donné lieu à une admission totale ou partielle remboursées.

Sources des données : Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques de la DGFIP.

### INDICATEUR

1.2 – Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours

(du point de vue du contribuable)

|   | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA | jours | 65,6                | 64,1                | 60,0          | 65,4                | 60,0          |

#### Commentaires techniques

Exprimé en jours, cet indicateur mesure l'ancienneté moyenne des demandes de remboursements de crédits de TVA ayant fait l'objet d'un remboursement (total ou partiel) dans un délai strictement supérieur à 30 jours. L'ancienneté s'entend ici comme le délai entre le dépôt de la demande par le contribuable et la date de mise en paiement de la décision initiale, augmenté d'un jour correspondant au délai d'envoi des fichiers vers la Banque de France.

Sources des données : Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques de la DGFIP. Les sources sont les mêmes que celles servant au calcul de l'indicateur n°1 du présent programme.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Objectifs et indicateurs de performance

**INDICATEUR****1.3 – Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux**

(du point de vue de l'usager)

|  | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de prélèvement à la source (PAS) et de contribution à l'audiovisuel public des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux | %     | 94,4                | 95,4                | 94,6          | 95,3                | 94,6          |

**Commentaires techniques**

Exprimé en taux, cet indicateur mesure le pourcentage de réclamations contentieuses traitées dans le délai d'un mois. Il comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans le délai d'un mois et au dénominateur le nombre de réclamations traitées sur l'année pour l'IR et la contribution à l'audiovisuel public.

\*A compter de 2021, l'indicateur inclut le PAS.

Sources des données : Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques de la DGFIP.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les réalisations des indicateurs de performance 1.1 et 1.3 sont supérieures aux niveaux cibles inscrits dans le projet annuel de performance (PAP) alors que l'indicateur 1.2 n'atteint pas la cible fixée.

**INDICATEUR 1.1 : Part des demandes de remboursements de crédits de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours.**

La DGFIP s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche résolue d'accélération de ses délais de traitement pour faire bénéficier les usagers de leurs droits le plus rapidement possible.

Le processus de traitement des demandes de remboursements de crédits de TVA (RCTVA) et de restitution d'excédents d'impôt sur les sociétés (IS) poursuit un double objectif qui est, d'une part, de permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits dans les meilleurs délais et, d'autre part, de garantir le bien-fondé des décisions au regard de la législation. Ainsi, le niveau cible de cet indicateur est un point d'équilibre entre ces deux axes, garant à la fois de la qualité de service et du respect de la législation et donc de l'intégrité budgétaire. Approcher ou atteindre une performance de 100 % serait inapproprié du fait du risque budgétaire que représenteraient des remboursements insuffisamment contrôlés, dans un contexte où la fraude, portée notamment par des demandes de remboursements de crédits de TVA, doit être surveillée avec attention.

L'objectif prioritaire de traiter, dans un délai inférieur ou égal à 30 jours, 80 % des demandes de RCTVA et de restitutions d'acomptes ou de trop versé d'impôt sur les sociétés, a été reconduit en 2021.

À fin 2022, 91,06 % des demandes de RCTVA et des restitutions de trop versé d'IS avaient été remboursées en moins de 30 jours, proportion légèrement inférieure à celle observée en 2021 (91,92 %), qui s'expliquait par les mesures d'accélération mises en œuvre durant la crise sanitaire.

**La composante TVA de l'indicateur**

Dans sa composante TVA, le résultat national s'établit à 90,93 % en 2022 contre 91,88 % en 2021. Il est en légère baisse de 0,95 point mais reste très supérieur à l'objectif de 80 %. Ce léger repli ne doit pas être interprété comme une dégradation de l'indicateur, lequel se maintient à un niveau satisfaisant depuis déjà plusieurs années (aux alentours de 90 %).



La variation à la baisse constatée en 2022 s'inscrit dans la continuité de celle observée en 2021, qui succédait à une année 2020 exceptionnelle au niveau du résultat enregistré (92,74 %) compte tenu de la mise en place de consignes spécifiques dans le traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA dans le contexte de la crise sanitaire, consignes qui ont pris fin en septembre 2020.

Le respect de cet indicateur de performance, dont la finalité est de permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible afin de ne pas pénaliser leur trésorerie, est assuré.

Depuis quelques années maintenant, le dépassement sensible de la cible assignée (80 %) a été favorisé par le déploiement et l'appropriation de nouvelles modalités d'exécution comptable des remboursements de crédits de TVA - mises en place depuis 2015 - qui se traduisent par la rationalisation du circuit de la dépense. Ces nouveaux outils ont permis de traiter un volume de demandes sans précédent dans le contexte de crise sanitaire, les services ayant été amenés à traiter beaucoup plus rapidement ces demandes. La hausse, en 2022 du montant total des dépôts de demandes de remboursement confirme l'utilité de ces nouvelles modalités de traitement.

#### La composante IS de l'indicateur

La composante IS de cet indicateur traduit le pourcentage de demandes de restitution d'excédent d'IS ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable et payées dans un délai inférieur ou égal à 30 jours.

Au 31 décembre 2022, le niveau national de l'indicateur en situation cumulée s'établit à 91,85 %, contre 92,14 % à fin décembre 2021, soit en légère baisse de 0,29 points mais très largement supérieur à l'objectif de 80 %.

#### **INDICATEUR 1.2 : Ancienneté des demandes de remboursements de crédits de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours**

Cet indicateur mesure l'ancienneté, exprimée en jours, des demandes de remboursements de crédits de TVA non imputable ayant fait l'objet d'un remboursement total ou partiel dans un délai strictement supérieur à 30 jours (objectif fixé à 60 jours).

La cible de l'indicateur arrêtée à 60 jours reste ambitieuse et n'est pas atteinte depuis plusieurs années.

L'indicateur atteint 65,4 jours au 31 décembre 2022 et enregistre une légère dégradation par rapport à 2021 (64,1 jours). Si l'objectif fixé à 60 jours n'est pas atteint, le niveau actuel de 65,4 jours permet de limiter les risques sur les RCTVA les plus significatifs et les plus complexes tout en permettant une restitution la plus rapide aux entreprises de leurs créances.

En effet, l'évolution de cet indicateur s'explique par les variations des demandes orientées en circuit long qui, par définition, nécessitent une analyse approfondie de la part des services de contrôle.

Près de 91 % des demandes de RCTVA ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable sont payées dans un délai inférieur ou égal à 30 jours. Ce résultat a pu être obtenu par une forte mobilisation des services dans le traitement prioritaire des RCTVA afin de ne pas compromettre la trésorerie des entreprises et accompagner la reprise économique (post crise sanitaire).

La légère dégradation du résultat de l'indicateur s'explique donc principalement par une hausse de plus de 9 % du nombre de demandes traitées dans un délai supérieur à 30 jours composé majoritairement des demandes en circuit long (130 966 en 2022 contre 119 824 en 2021). Au surplus, on relève une augmentation de plus de 10 % des montants remboursés, les seuls remboursements liés à la mécanique de l'impôt croissant par exemple de 10,3 %.

#### **INDICATEUR 1.3 : Taux de réclamations contentieuses en matière d'IR, de PAS et de CAP traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux**

Cet indicateur mesure le taux net de réclamations contentieuses en matière d'impôt sur le revenu (IR) et de contribution à l'audiovisuel public (CAP) des particuliers traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, il intègre également les réclamations sur le prélèvement à la source (PAS).

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Objectifs et indicateurs de performance

Au 31 décembre 2022, 95,3 % des réclamations avaient été traitées dans le délai de 30 jours pour un objectif initial fixé à 94,6 %. Ce résultat, en léger recul par rapport à 2021 (95,4 %), atteste de la mobilisation et de la réactivité des services locaux de la Direction générale des Finances publiques.

En matière d'IR, 716 000 décisions (hors contrôle fiscal externe) ont été prononcées par les services locaux en 2022 (contre 707 000 en 2021) dont environ 623 000 ont donné lieu à un dégrèvement. Les motifs de dégrèvements les plus fréquents concernent les réclamations afférentes aux charges ouvrant droit à crédit ou réduction d'impôts (près de 119 000 en 2022), aux traitements, salaires et pensions (plus de 109 000 en 2022) et à la prise en compte des personnes à charge (près de 76 000 en 2022).

En matière de contribution à l'audiovisuel public, 179 000 décisions ont été prononcées par les services locaux en 2022 (contre 394 000 en 2021) dont environ 168 000 ont donné lieu à un dégrèvement (contre 372 000 en 2021). La non-détention de poste demeure le principal motif de dégrèvement (79 000 affaires).

Enfin, la composante portant sur le prélèvement à la source a représenté 16 000 affaires traitées en 2022 (contre 25 000 en 2021), dont 96,1 % dans les 30 jours.

## Présentation des crédits

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total  | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--|---|
|  |  |                                       |  |   |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt   |  | 85 851 532 697<br>89 636 793 508      | <b>85 851 532 697</b><br><b>89 636 793 508</b> | 85 851 532 697                            |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés  |  | 12 478 066 120<br>11 829 372 262      | <b>12 478 066 120</b><br><b>11 829 372 262</b> | 12 478 066 120                            |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée   |  | 63 475 900 822<br>66 907 591 744      | <b>63 475 900 822</b><br><b>66 907 591 744</b> | 63 475 900 822                            |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes  |  | 5 000 000<br>390 244                  | <b>5 000 000</b><br><b>390 244</b>             | 5 000 000                                 |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt                               |  | 171 065 755<br>188 072 600            | <b>171 065 755</b><br><b>188 072 600</b>       | 171 065 755                               |
| 11.05 – Impôt sur le revenu  |  | 9 721 500 000<br>10 711 366 658       | <b>9 721 500 000</b><br><b>10 711 366 658</b>  | 9 721 500 000                             |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques  |  | 23 755 469 776<br>21 142 370 833      | <b>23 755 469 776</b><br><b>21 142 370 833</b> | 23 755 469 776                            |
| 12.01 – Prime pour l'emploi  |  |                                       | <b>0</b><br><b>0</b>                           | 0   |
| 12.02 – Impôt sur le revenu  |  | 1 909 500 000<br>1 995 166 028        | <b>1 909 500 000</b><br><b>1 995 166 028</b>   | 1 909 500 000                             |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés   |  | 12 388 796 120<br>11 159 004 461      | <b>12 388 796 120</b><br><b>11 159 004 461</b> | 12 388 796 120                            |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques                                      |  | 1 991 373 656<br>2 156 235 539        | <b>1 991 373 656</b><br><b>2 156 235 539</b>   | 1 991 373 656                             |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel   |  | 3 000 000<br>12 807 732               | <b>3 000 000</b><br><b>12 807 732</b>          | 3 000 000                                 |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public   |  | 560 800 000<br>3 812                  | <b>560 800 000</b><br><b>3 812</b>             | 560 800 000                               |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux  |  |                                       | <b>0</b><br><b>0</b>                           | 0   |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu  |  | 5 597 000 000<br>5 302 630 180        | <b>5 597 000 000</b><br><b>5 302 630 180</b>   | 5 597 000 000                             |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité   |  | 205 000 000<br>261 368 254            | <b>205 000 000</b><br><b>261 368 254</b>       | 205 000 000                               |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers  |  | 1 100 000 000<br>255 154 827          | <b>1 100 000 000</b><br><b>255 154 827</b>     | 1 100 000 000                             |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État                               | 3 299 000 000<br>3 021 291 039           | 11 075 938 689<br>11 984 919 144      | <b>14 374 938 689</b><br><b>15 006 210 183</b> | 14 374 938 689                            |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                      |  | 1 970 000 000<br>2 428 346 719        | <b>1 970 000 000</b><br><b>2 428 346 719</b>   | 1 970 000 000                             |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                   |  | 1 425 716 430<br>1 657 437 419        | <b>1 425 716 430</b><br><b>1 657 437 419</b>   | 1 425 716 430                             |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues | 55 859 167                               | 3 940 000 000<br>2 015 555 449        | <b>3 940 000 000</b><br><b>2 071 414 616</b>   | 3 940 000 000                             |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                |  | 2 840 222 259<br>3 819 413 246        | <b>2 840 222 259</b><br><b>3 819 413 246</b>   | 2 840 222 259                             |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                          | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|---|
|  | <i>Prévision LFI 2022</i>                |                                       |                                |   |
|  | <i>Consommation 2022</i>                 |                                       |                                |   |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes -<br>Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                       |  | 700 000 000<br>622 492 218            | 700 000 000<br>622 492 218     | 700 000 000                               |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État  | 752 000 000<br>497 205 013               | 1 324 993 674                         | 752 000 000<br>1 822 198 687   | 752 000 000                               |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts           | 1 768 000 000<br>1 986 042 639           |                                       | 1 768 000 000<br>1 986 042 639 | 1 768 000 000                             |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de<br>débits | 779 000 000<br>482 184 221               | 16 298 168                            | 779 000 000<br>498 482 388     | 779 000 000                               |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |  | 200 000 000<br>100 382 251            | 200 000 000<br>100 382 251     | 200 000 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>3 299 000 000</b>                     | <b>120 682 941 162</b>                | <b>123 981 941 162</b>         | <b>123 981 941 162</b>                    |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |  |                                       |                                |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   | +5 558 378 808                           | (hors titre 2)                        | +5 558 378 808                 |   |
| Total des AE ouvertes  | 129 540 319 970                          | (hors titre 2)                        | 129 540 319 970                |   |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>3 021 291 039</b>                     | <b>122 764 083 484</b>                | <b>125 785 374 523</b>         |   |

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                             | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                            | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|---------------------------------------|----------------------------------|---|
|   | <i>Prévision LFI 2022</i>                |                                       |                                  |   |
|   | <i>Consommation 2022</i>                 |                                       |                                  |   |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt              |  | 85 851 532 697<br>89 631 740 603      | 85 851 532 697<br>89 631 740 603 | 85 851 532 697                            |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés   |  | 12 478 066 120<br>11 829 345 779      | 12 478 066 120<br>11 829 345 779 | 12 478 066 120                            |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée  |  | 63 475 900 822<br>66 902 565 322      | 63 475 900 822<br>66 902 565 322 | 63 475 900 822                            |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                   |  | 5 000 000<br>390 244                  | 5 000 000<br>390 244             | 5 000 000                                 |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de<br>l'impôt |  | 171 065 755<br>188 072 600            | 171 065 755<br>188 072 600       | 171 065 755                               |
| 11.05 – Impôt sur le revenu   |  | 9 721 500 000<br>10 711 366 658       | 9 721 500 000<br>10 711 366 658  | 9 721 500 000                             |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques             |  | 23 755 469 776<br>21 142 368 903      | 23 755 469 776<br>21 142 368 903 | 23 755 469 776                            |
| 12.01 – Prime pour l'emploi   |  |                                       | 0<br>0                           | 0   |
| 12.02 – Impôt sur le revenu   |  | 1 909 500 000<br>1 995 166 028        | 1 909 500 000<br>1 995 166 028   | 1 909 500 000                             |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés  |  | 12 388 796 120<br>11 159 001 522      | 12 388 796 120<br>11 159 001 522 | 12 388 796 120                            |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques           |  | 1 991 373 656<br>2 156 237 338        | 1 991 373 656<br>2 156 237 338   | 1 991 373 656                             |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                      |  | 3 000 000<br>12 808 482               | 3 000 000<br>12 808 482          | 3 000 000                                 |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                                  |  | 560 800 000<br>3 812                  | 560 800 000<br>3 812             | 560 800 000                               |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                     |  |                                       | 0<br>0                           | 0   |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu             |  | 5 597 000 000<br>5 302 628 640        | 5 597 000 000<br>5 302 628 640   | 5 597 000 000                             |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité                |  | 205 000 000<br>261 368 254            | 205 000 000<br>261 368 254       | 205 000 000                               |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 200

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                            | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|----------------------------------|---|
| <i>Prévision LFI 2022</i><br>Consommation 2022   |  |                                       |                                  |   |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers  |  | 1 100 000 000<br>255 154 827          | 1 100 000 000<br>255 154 827     | 1 100 000 000                             |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   | 3 299 000 000<br>3 021 238 898           | 11 075 938 689<br>11 987 610 331      | 14 374 938 689<br>15 008 849 229 | 14 374 938 689                            |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |  | 1 970 000 000<br>2 428 368 983        | 1 970 000 000<br>2 428 368 983   | 1 970 000 000                             |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |  | 1 425 716 430<br>1 657 437 419        | 1 425 716 430<br>1 657 437 419   | 1 425 716 430                             |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   | 55 859 167                               | 3 940 000 000<br>2 015 594 619        | 3 940 000 000<br>2 071 453 785   | 3 940 000 000                             |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |  | 2 840 222 259<br>3 819 455 789        | 2 840 222 259<br>3 819 455 789   | 2 840 222 259                             |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |  | 700 000 000<br>622 515 604            | 700 000 000<br>622 515 604       | 700 000 000                               |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   | 752 000 000<br>497 209 128               | 1 327 557 499                         | 752 000 000<br>1 824 766 627     | 752 000 000                               |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        | 1 768 000 000<br>1 986 041 558           |                                       | 1 768 000 000<br>1 986 041 558   | 1 768 000 000                             |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits | 779 000 000<br>482 129 045               | 16 298 168                            | 779 000 000<br>498 427 213       | 779 000 000                               |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |  | 200 000 000<br>100 382 251            | 200 000 000<br>100 382 251       | 200 000 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>3 299 000 000</b>                     | <b>120 682 941 162</b>                | <b>123 981 941 162</b>           | <b>123 981 941 162</b>                    |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |  |                                       |                                  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   | +5 558 378 808 (hors titre 2)            |                                       | +5 558 378 808                   |   |
| Total des CP ouverts   | 129 540 319 970 (hors titre 2)           |                                       | 129 540 319 970                  |   |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>3 021 238 898</b>                     | <b>122 761 719 837</b>                | <b>125 782 958 735</b>           |   |

## 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action                          | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP         |
|--|--|---------------------------------------|--|---|----------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i><br>Consommation 2021                               |  |                                       |  |   |                                  |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt           |  | 84 893 457 826<br>86 353 892 487      |  | 84 893 457 826                            | 84 893 457 826<br>86 353 892 487 |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés  |  | 16 377 451 934<br>14 699 234 437      |  | 16 377 451 934                            | 16 377 451 934<br>14 699 234 437 |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée   |  | 57 611 770 301<br>60 645 415 673      |  | 57 611 770 301                            | 57 611 770 301<br>60 645 415 673 |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                |  | 5 000 000<br>455 329                  |  | 5 000 000                                 | 5 000 000<br>455 329             |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt |  | 211 689 274<br>228 477 354            |  | 211 689 274                               | 211 689 274<br>228 477 354       |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>Prévision LFI 2021<br>Consommation 2021   | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP         |
|--|--|---------------------------------------|--|---|----------------------------------|
| 11.05 – Impôt sur le revenu  |  | 10 687 546 317<br>10 780 309 694      |  | 10 687 546 317<br>10 780 309 694          | 10 687 546 317<br>10 780 309 694 |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques  | 1 143                                    | 23 303 993 486<br>21 933 962 784      |  | 23 303 993 486<br>21 933 962 784          | 23 303 993 486<br>21 933 962 784 |
| 12.01 – Prime pour l'emploi  |  |                                       |  | 0   | 0                                |
| 12.02 – Impôt sur le revenu  |  | 1 616 000 000<br>1 714 750 738        |  | 1 616 000 000<br>1 714 750 738            | 1 616 000 000<br>1 714 750 738   |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés   |  | 13 227 709 729<br>12 088 361 465      |  | 13 227 709 729<br>12 088 361 465          | 13 227 709 729<br>12 088 361 465 |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques  |  | 2 118 183 757<br>1 900 849 145        |  | 2 118 183 757<br>1 900 849 145            | 2 118 183 757<br>1 900 849 145   |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel   |  | 2 000 000<br>5 710 817                |  | 2 000 000<br>5 710 817                    | 2 000 000<br>5 710 817           |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public   | 1 143                                    | 542 100 000<br>530 566 550            |  | 542 100 000<br>530 566 550                | 542 100 000<br>530 566 550       |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux  |  |                                       |  | 0   | 0                                |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu  |  | 5 518 000 000<br>5 472 071 808        |  | 5 518 000 000<br>5 472 071 808            | 5 518 000 000<br>5 472 071 808   |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité   |  | 280 000 000<br>217 879 615            |  | 280 000 000<br>217 879 615                | 280 000 000<br>217 879 615       |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers  |  | 3 772 645                             |  | 0   | 3 772 645                        |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   | 3 726 323 434<br>3 315 663 895           | 10 519 130 570<br>10 678 456 932      | -81 522  | 14 245 454 004<br>13 994 039 306          | 14 245 454 004<br>13 994 039 306 |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |  | 1 499 600 000<br>3 094 957 492        |  | 1 499 600 000<br>3 094 957 492            | 1 499 600 000<br>3 094 957 492   |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |  | 2 413 985 966<br>1 376 519 820        |  | 2 413 985 966<br>1 376 519 820            | 2 413 985 966<br>1 376 519 820   |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   | 2 652 693                                | 3 408 000 000<br>2 589 168 239        |  | 3 408 000 000<br>2 591 820 932            | 3 408 000 000<br>2 591 820 932   |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |  | 2 389 493 595<br>2 391 407 998        |  | 2 389 493 595<br>2 391 407 998            | 2 389 493 595<br>2 391 407 998   |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |  | 548 651 009<br>619 901 076            |  | 548 651 009<br>619 901 076                | 548 651 009<br>619 901 076       |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   | 673 879 717<br>518 031 377               | 434 935 363                           | -81 522  | 673 879 717<br>952 885 218                | 673 879 717<br>952 885 218       |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        | 1 796 443 717<br>2 076 337 128           |                                       |  | 1 796 443 717<br>2 076 337 128            | 1 796 443 717<br>2 076 337 128   |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits | 1 256 000 000<br>718 642 697             | 109 657 940                           |  | 1 256 000 000<br>828 300 637              | 1 256 000 000<br>828 300 637     |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |  | 259 400 000<br>61 909 005             |  | 259 400 000<br>61 909 005                 | 259 400 000<br>61 909 005        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>3 726 323 434</b>                     | <b>118 716 581 882</b>                | <b>0</b>   | <b>122 442 905 316</b>                    | <b>122 442 905 316</b>           |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>3 315 665 038</b>                     | <b>118 966 312 203</b>                | <b>-81 522</b>                                     |   | <b>122 281 895 720</b>           |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 200

## 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI 2021<br/>Consommation 2021</i>                                    | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP         |
|---|--|---------------------------------------|--|---|----------------------------------|
| 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt  |  | 84 893 457 826<br>86 358 959 377      |  | 84 893 457 826                            | 84 893 457 826<br>86 358 959 377 |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés   |  | 16 377 451 934<br>14 699 249 889      |  | 16 377 451 934                            | 16 377 451 934<br>14 699 249 889 |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée  |  | 57 611 770 301<br>60 650 467 349      |  | 57 611 770 301                            | 57 611 770 301<br>60 650 467 349 |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes   |  | 5 000 000<br>455 329                  |  | 5 000 000                                 | 5 000 000<br>455 329             |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt  |  | 211 689 274<br>228 477 116            |  | 211 689 274                               | 211 689 274<br>228 477 116       |
| 11.05 – Impôt sur le revenu   |  | 10 687 546 317<br>10 780 309 694      |  | 10 687 546 317                            | 10 687 546 317<br>10 780 309 694 |
| 12 – Remboursements et dégrèvements liés à des politiques publiques   | 1 143                                    | 23 303 993 486<br>21 934 518 951      |  | 23 303 993 486                            | 23 303 993 486<br>21 934 520 094 |
| 12.01 – Prime pour l'emploi   |  |                                       |  | 0   | 0<br>0                           |
| 12.02 – Impôt sur le revenu   |  | 1 616 000 000<br>1 714 750 738        |  | 1 616 000 000                             | 1 616 000 000<br>1 714 750 738   |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés  |  | 13 227 709 729<br>12 088 405 980      |  | 13 227 709 729                            | 13 227 709 729<br>12 088 405 980 |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques   |  | 2 118 183 757<br>1 901 350 383        |  | 2 118 183 757                             | 2 118 183 757<br>1 901 350 383   |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel  |  | 2 000 000<br>5 730 067                |  | 2 000 000                                 | 2 000 000<br>5 730 067           |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public  | 1 143                                    | 542 100 000<br>530 566 550            |  | 542 100 000                               | 542 100 000<br>530 567 693       |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux   |  |                                       |  | 0   | 0<br>0                           |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu   |  | 5 518 000 000<br>5 472 062 972        |  | 5 518 000 000                             | 5 518 000 000<br>5 472 062 972   |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité  |  | 280 000 000<br>217 879 615            |  | 280 000 000                               | 280 000 000<br>217 879 615       |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers   |  | 3 772 645                             |  | 0   | 0<br>3 772 645                   |
| 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État  | 3 726 323 434<br>3 316 262 037           | 10 519 130 570<br>10 677 548 401      |  | 14 245 454 004                            | 14 245 454 004<br>13 993 810 438 |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |  | 1 499 600 000<br>3 094 944 728        |  | 1 499 600 000                             | 1 499 600 000<br>3 094 944 728   |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |  | 2 413 985 966<br>1 376 519 820        |  | 2 413 985 966                             | 2 413 985 966<br>1 376 519 820   |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                                    | 2 652 693                                | 3 408 000 000<br>2 589 325 696        |  | 3 408 000 000                             | 3 408 000 000<br>2 591 978 389   |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |  | 2 389 493 595<br>2 391 365 455        |  | 2 389 493 595                             | 2 389 493 595<br>2 391 365 455   |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues             |  | 548 651 009<br>619 898 801            |  | 548 651 009                               | 548 651 009<br>619 898 801       |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État  | 673 879 717<br>518 596 272               | 433 926 956                           |  | 673 879 717                               | 673 879 717<br>952 523 228       |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts | 1 796 443 717<br>2 076 337 128           |                                       |  | 1 796 443 717                             | 1 796 443 717<br>2 076 337 128   |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP     |
|--|--|---------------------------------------|--|---|------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i><br>Consommation 2021   |  |                                       |  |   |                              |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits | 1 256 000 000<br>718 675 944             | 109 657 940                           |  | 1 256 000 000                             | 1 256 000 000<br>828 333 884 |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |  | 259 400 000<br>61 909 005             |  | 259 400 000                               | 259 400 000<br>61 909 005    |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>3 726 323 434</b>                     | <b>118 716 581 882</b>                | <b>0</b>   | <b>122 442 905 316</b>                    | <b>122 442 905 316</b>       |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>3 316 263 180</b>                     | <b>118 971 026 729</b>                | <b>0</b>   |   | <b>122 287 289 909</b>       |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                        |                        | Crédits de paiement    |                        |                        |
|---|----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
|   | Consommées*<br>en 2021     | Ouvertes<br>en 2022    | Consommées*<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2021  | Ouverts<br>en 2022     | Consommés*<br>en 2022  |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 3 315 665 038              | 3 299 000 000          | 3 021 291 039          | 3 316 263 180          | 3 299 000 000          | 3 021 238 898          |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 3 315 664 938              | 3 299 000 000          | 3 021 291 039          | 3 316 263 080          | 3 299 000 000          | 3 021 238 898          |
| Subventions pour charges de service public                | 100                        | 0                      | 0                      | 100                    | 0                      | 0                      |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 118 966 312 203            | 120 682 941 162        | 122 764 083 484        | 118 971 026 729        | 120 682 941 162        | 122 761 719 837        |
| Transferts aux ménages                                    | 24 145 638 781             | 20 663 800 000         | 22 523 418 854         | 24 145 775 849         | 20 663 800 000         | 22 523 347 545         |
| Transferts aux entreprises                                | 94 379 336 223             | 98 919 141 162         | 99 647 296 537         | 94 383 913 681         | 98 919 141 162         | 99 645 004 200         |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 22 201                     | 0                      | 0                      | 22 201                 | 0                      | 0                      |
| Transferts aux autres collectivités                       | 441 314 998                | 1 100 000 000          | 593 368 093            | 441 314 998            | 1 100 000 000          | 593 368 093            |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières               | -81 522                    | 0                      | 0                      | 0                      | 0                      | 0                      |
| Prêts et avances  | -81 522                    | 0                      | 0                      | 0                      | 0                      | 0                      |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>123 981 941 162</b> |                        |                        | <b>123 981 941 162</b> |                        |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +5 558 378 808         |                        |                        | +5 558 378 808         |                        |
| <b>Total*</b>   | <b>122 281 895 720</b>     | <b>129 540 319 970</b> | <b>125 785 374 523</b> | <b>122 287 289 909</b> | <b>129 540 319 970</b> | <b>125 782 958 735</b> |

\* y.c. FdC et AdP



## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                      |                     |                      | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                      | Crédits de paiement |                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres        | Titre 2             | Autres titres        | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 16/08/2022        |                            | 2 837 137 788        |                     | 2 837 137 788        |                            |               |                     |               |
| 01/12/2022        |                            | 2 721 241 020        |                     | 2 721 241 020        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>5 558 378 808</b> |                     | <b>5 558 378 808</b> |                            |               |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                      |                     |                      | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                      | Crédits de paiement |                      | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres        | Titre 2             | Autres titres        | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            | <b>5 558 378 808</b> |                     | <b>5 558 378 808</b> |                            |               |                     |               |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Justification au premier euro

## Justification au premier euro

## Éléments transversaux au programme

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                                  |                                  | Crédits de paiement                   |                                  |                                  |
|---|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                  | Total<br>y.c. FdC et AdP         | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                  | Total<br>y.c. FdC et AdP         |
| 11 – Remboursements et restitutions liés à<br>la mécanique de l'impôt                               |                                       | 85 851 532 697<br>89 636 793 508 | 85 851 532 697<br>89 636 793 508 |                                       | 85 851 532 697<br>89 631 740 603 | 85 851 532 697<br>89 631 740 603 |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés   |                                       | 12 478 066 120<br>11 829 372 262 | 12 478 066 120<br>11 829 372 262 |                                       | 12 478 066 120<br>11 829 345 779 | 12 478 066 120<br>11 829 345 779 |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée  |                                       | 63 475 900 822<br>66 907 591 744 | 63 475 900 822<br>66 907 591 744 |                                       | 63 475 900 822<br>66 902 565 322 | 63 475 900 822<br>66 902 565 322 |
| 11.03 – Plafonnement des impositions<br>directes  |                                       | 5 000 000<br>390 244             | 5 000 000<br>390 244             |                                       | 5 000 000<br>390 244             | 5 000 000<br>390 244             |
| 11.04 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la mécanique de<br>l'impôt                  |                                       | 171 065 755<br>188 072 600       | 171 065 755<br>188 072 600       |                                       | 171 065 755<br>188 072 600       | 171 065 755<br>188 072 600       |
| 11.05 – Impôt sur le revenu   |                                       | 9 721 500 000<br>10 711 366 658  | 9 721 500 000<br>10 711 366 658  |                                       | 9 721 500 000<br>10 711 366 658  | 9 721 500 000<br>10 711 366 658  |
| 12 – Remboursements et dégrèvements<br>liés à des politiques publiques                              |                                       | 23 755 469 776<br>21 142 370 833 | 23 755 469 776<br>21 142 370 833 |                                       | 23 755 469 776<br>21 142 368 903 | 23 755 469 776<br>21 142 368 903 |
| 12.01 – Prime pour l'emploi   |                                       |                                  | 0<br>0                           |                                       |                                  | 0<br>0                           |
| 12.02 – Impôt sur le revenu   |                                       | 1 909 500 000<br>1 995 166 028   | 1 909 500 000<br>1 995 166 028   |                                       | 1 909 500 000<br>1 995 166 028   | 1 909 500 000<br>1 995 166 028   |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés  |                                       | 12 388 796 120<br>11 159 004 461 | 12 388 796 120<br>11 159 004 461 |                                       | 12 388 796 120<br>11 159 001 522 | 12 388 796 120<br>11 159 001 522 |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation<br>sur les produits énergétiques                            |                                       | 1 991 373 656<br>2 156 235 539   | 1 991 373 656<br>2 156 235 539   |                                       | 1 991 373 656<br>2 156 237 338   | 1 991 373 656<br>2 156 237 338   |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation<br>sur le gaz naturel                                       |                                       | 3 000 000<br>12 807 732          | 3 000 000<br>12 807 732          |                                       | 3 000 000<br>12 808 482          | 3 000 000<br>12 808 482          |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel<br>public   |                                       | 560 800 000<br>3 812             | 560 800 000<br>3 812             |                                       | 560 800 000<br>3 812             | 560 800 000<br>3 812             |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des<br>jeux  |                                       |                                  | 0<br>0                           |                                       |                                  | 0<br>0                           |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de<br>réductions d'impôts sur le revenu                              |                                       | 5 597 000 000<br>5 302 630 180   | 5 597 000 000<br>5 302 630 180   |                                       | 5 597 000 000<br>5 302 628 640   | 5 597 000 000<br>5 302 628 640   |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la<br>consommation finale d'électricité                                 |                                       | 205 000 000<br>261 368 254       | 205 000 000<br>261 368 254       |                                       | 205 000 000<br>261 368 254       | 205 000 000<br>261 368 254       |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain -<br>Services aux particuliers                                  |                                       | 1 100 000 000<br>255 154 827     | 1 100 000 000<br>255 154 827     |                                       | 1 100 000 000<br>255 154 827     | 1 100 000 000<br>255 154 827     |
| 13 – Remboursements et dégrèvements<br>liés à la gestion des produits de l'État                     |                                       | 14 374 938 689<br>15 006 210 183 | 14 374 938 689<br>15 006 210 183 |                                       | 14 374 938 689<br>15 008 849 229 | 14 374 938 689<br>15 008 849 229 |
| 13.01 – Impôts sur le revenu -<br>Dégrèvements et restitution de sommes<br>indûment perçues         |                                       | 1 970 000 000<br>2 428 346 719   | 1 970 000 000<br>2 428 346 719   |                                       | 1 970 000 000<br>2 428 368 983   | 1 970 000 000<br>2 428 368 983   |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés -<br>Dégrèvements et restitution de sommes<br>indûment perçues      |                                       | 1 425 716 430<br>1 657 437 419   | 1 425 716 430<br>1 657 437 419   |                                       | 1 425 716 430<br>1 657 437 419   | 1 425 716 430<br>1 657 437 419   |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Justification au premier euro | Programme n° 200

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>   | Autorisations d'engagement            |                                |                                | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|---|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes<br>assimilées - Dégrèvements et restitution<br>de sommes indûment perçues  |                                       | 3 940 000 000<br>2 071 414 616 | 3 940 000 000<br>2 071 414 616 |                                       | 3 940 000 000<br>2 071 453 785 | 3 940 000 000<br>2 071 453 785 |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée -<br>Dégrèvements et restitution de sommes<br>indûment perçues   |                                       | 2 840 222 259<br>3 819 413 246 | 2 840 222 259<br>3 819 413 246 |                                       | 2 840 222 259<br>3 819 455 789 | 2 840 222 259<br>3 819 455 789 |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres<br>contributions et taxes indirectes -<br>Dégrèvements et restitution de sommes<br>indûment perçues                    |                                       | 700 000 000<br>622 492 218     | 700 000 000<br>622 492 218     |                                       | 700 000 000<br>622 515 604     | 700 000 000<br>622 515 604     |
| 13.06 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État  |                                       | 752 000 000<br>1 822 198 687   | 752 000 000<br>1 822 198 687   |                                       | 752 000 000<br>1 824 766 627   | 752 000 000<br>1 824 766 627   |
| 13.07 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État - Admissions en non<br>valeur - Créances liées aux impôts        |                                       | 1 768 000 000<br>1 986 042 639 | 1 768 000 000<br>1 986 042 639 |                                       | 1 768 000 000<br>1 986 041 558 | 1 768 000 000<br>1 986 041 558 |
| 13.08 – Autres remboursements et<br>dégrèvements liés à la gestion des<br>produits de l'État - Dations en paiement,<br>intérêts moratoires, remises de débits |                                       | 779 000 000<br>498 482 388     | 779 000 000<br>498 482 388     |                                       | 779 000 000<br>498 427 213     | 779 000 000<br>498 427 213     |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) :<br>dégrèvements et restitutions   |                                       | 200 000 000<br>100 382 251     | 200 000 000<br>100 382 251     |                                       | 200 000 000<br>100 382 251     | 200 000 000<br>100 382 251     |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  |                                       | <b>0 123 981 941 162</b>       | <b>123 981 941 162</b>         |                                       | <b>0 123 981 941 162</b>       | <b>123 981 941 162</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +5 558 378 808                 | +5 558 378 808                 |                                       | +5 558 378 808                 | +5 558 378 808                 |
| Total des crédits ouverts   |                                       | 0 129 540 319 970              | 129 540 319 970                |                                       | 0 129 540 319 970              | 129 540 319 970                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  |                                       | <b>0 125 785 374 523</b>       | <b>125 785 374 523</b>         |                                       | <b>0 125 782 958 735</b>       | <b>125 782 958 735</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +3 754 945 447                 | +3 754 945 447                 |                                       | +3 757 361 235                 | +3 757 361 235                 |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                        |                        | Crédits de paiement |                        |                        |
|-------------|----------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|------------------------|------------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres          | Total                  | Titre 2             | Autres titres          | Total                  |
| PLF         | 0                          | 123 981 941 162        | 123 981 941 162        | 0                   | 123 981 941 162        | 123 981 941 162        |
| Amendements | 0                          | 0                      | 0                      | 0                   | 0                      | 0                      |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>123 981 941 162</b> | <b>123 981 941 162</b> | <b>0</b>            | <b>123 981 941 162</b> | <b>123 981 941 162</b> |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022  | CP 2022   |
|--|---|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>129 540 319 970</b>  | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>129 540 319 970</b>  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>125 785 374 523</b>  | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>125 782 958 735</b>  |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                                | dont CP consommés en<br>2022 sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>3 754 945 447</b> | dont CP consommés<br>en 2022 sur<br>engagements 2022<br>(P4)<br><b>125 782 958 735</b>          |

## RESTES À PAYER

|   |  |   |   |  |
|---|--|---|---|--|
| Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>-4 849 352</b>                 |  |   |   |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>4 871 428</b>  |  |   |   |  |
| <b>Engagements ≤ 2021 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2021 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>22 076</b></b> | CP consommés en 2022<br>sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>22 076</b>        |  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>125 785 374 523</b>   | CP consommés en 2022<br>sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>125 782 958 735</b>             | = | Engagements 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>2 415 788</b>       |  |
|   |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2022<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>2 437 864</b></b> |  |
|   |  |   |   | Estimation des CP 2023<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>0</b>  |
|   |  |   |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2023<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>2 437 864</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

## Justification par action

## ACTION

## 11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |                       |                       | Crédits de paiement |                       |                       |
|--|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres         | Total                 | Titre 2             | Autres titres         | Total                 |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>   |                            |                       |                       |                     |                       |                       |
| <i>Réalisation</i>   |                            |                       |                       |                     |                       |                       |
| <b>11 – Remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt</b>    |                            | <b>85 851 532 697</b> | <b>85 851 532 697</b> |                     | <b>85 851 532 697</b> | <b>85 851 532 697</b> |
|  |                            | <b>89 636 793 508</b> | <b>89 636 793 508</b> |                     | <b>89 631 740 603</b> | <b>89 631 740 603</b> |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés  |                            | 12 478 066 120        | 12 478 066 120        |                     | 12 478 066 120        | 12 478 066 120        |
|  |                            | 11 829 372 262        | 11 829 372 262        |                     | 11 829 345 779        | 11 829 345 779        |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée   |                            | 63 475 900 822        | 63 475 900 822        |                     | 63 475 900 822        | 63 475 900 822        |
|  |                            | 66 907 591 744        | 66 907 591 744        |                     | 66 902 565 322        | 66 902 565 322        |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                |                            | 5 000 000             | 5 000 000             |                     | 5 000 000             | 5 000 000             |
|  |                            | 390 244               | 390 244               |                     | 390 244               | 390 244               |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt |                            | 171 065 755           | 171 065 755           |                     | 171 065 755           | 171 065 755           |
|  |                            | 188 072 600           | 188 072 600           |                     | 188 072 600           | 188 072 600           |
| 11.05 – Impôt sur le revenu  |                            | 9 721 500 000         | 9 721 500 000         |                     | 9 721 500 000         | 9 721 500 000         |
|  |                            | 10 711 366 658        | 10 711 366 658        |                     | 10 711 366 658        | 10 711 366 658        |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie   | Autorisations d'engagement    |                       | Crédits de paiement           |                       |
|--|-------------------------------|-----------------------|-------------------------------|-----------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention  | 85 851 532 697                | 89 636 793 508        | 85 851 532 697                | 89 631 740 603        |
| Transferts aux ménages   | 9 726 500 000                 | 10 678 996 548        | 9 726 500 000                 | 10 678 996 548        |
| 11.03 – Plafonnement des impositions directes                                | 5 000 000                     | 390 244               | 5 000 000                     | 390 244               |
| 11.05 – Impôt sur le revenu  | 9 721 500 000                 | 10 678 606 304        | 9 721 500 000                 | 10 678 606 304        |
| Transferts aux entreprises   | 76 125 032 697                | 78 925 036 606        | 76 125 032 697                | 78 919 983 701        |
| 11.01 – Impôts sur les sociétés  | 12 478 066 120                | 11 829 372 262        | 12 478 066 120                | 11 829 345 779        |
| 11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée   | 63 475 900 822                | 66 907 591 744        | 63 475 900 822                | 66 902 565 322        |
| 11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt | 171 065 755                   | 188 072 600           | 171 065 755                   | 188 072 600           |
| Transferts aux autres collectivités  |                               | 32 760 354            |                               | 32 760 354            |
| 11.05 – Impôt sur le revenu  |                               | 32 760 354            |                               | 32 760 354            |
| <b>Total</b>   | <b>85 851 532 697</b>         | <b>89 636 793 508</b> | <b>85 851 532 697</b>         | <b>89 631 740 603</b> |

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**SOUS-ACTION****11.01 – Impôts sur les sociétés**

La sous-action concerne les remboursements d'excédents d'acomptes d'IS et assimilé mais également les remboursements de créances issues du report en arrière de déficits (RAD) ou « carry-back ».

La dépense de la sous-action s'est élevée à 11,8 Md€ en 2022 contre 14,7 Md€ en 2021, marquant une baisse de 2,9 Md€ (-19,5 %).

Cette évolution est d'abord portée par l'évolution du bénéfice fiscal des entreprises, qui a augmenté de l'ordre de +41 % entre 2020 et 2021 après une baisse de l'ordre de -15 % entre 2019 et 2020, induisant mécaniquement à la fois un solde à payer plus important et de moindres remboursements d'excédents d'acomptes.

L'autre facteur d'évolution entre 2021 et 2022, à hauteur de 1,1 Md€, correspond à de moindres remboursements de carry-back (report en arrière de déficits), après plusieurs mesures d'assouplissement pour les entreprises dans le contexte de la crise sanitaire dont l'impact a principalement concerné les exercices budgétaires 2020 et 2021 (mobilisation immédiate des crédits en LFR3 2020, report 3 ans en arrière au lieu d'un en LFR1 2021).

**SOUS-ACTION****11.02 – Taxe sur la valeur ajoutée**

L'exécution de la sous-action s'élève à 66,9 Md€ en 2022, contre 60,7 Md€ en 2021.

Cette hausse de 6,3 Md€ (+10,3 %) est la conséquence directe du dynamisme de l'activité et suit globalement l'évolution des recouvrements bruts de cet impôt.

Par ailleurs, l'impact de l'évolution des rythmes de traitement de ces demandes par les services entre 2021 et 2022 sur les dépenses inscrites sous la sous-action 200-11-02 est estimé très faible : la hausse des remboursements égale presque la hausse des dépôts de demandes de remboursement de crédit, laquelle a crû de +6,7 Md€, soit +10,8 %, sur la même période.

La prévision en loi de finances initiale, à 63,5 Md€, a ainsi fait l'objet de rehaussements en cours d'année, pour s'établir à 66,7 Md€ en LFR 2. Son exécution définitive, à 66,9 Md€, est proche de cette évaluation.

**SOUS-ACTION****11.03 – Plafonnement des impositions directes**

Cette sous-action n'a quasiment pas été mouvementée au cours de l'année. Elle concerne des dépenses résiduelles.

**SOUS-ACTION****11.04 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la mécanique de l'impôt**

La sous-action a été créée en 2013 afin d'accueillir les remboursements et dégrèvements de contribution sociale sur les bénéfiques (CSB). L'évolution des recettes et des dépenses de CSB est corrélée à celle de l'impôt sur les sociétés.

L'exécution 2022 de cette sous-action, à 0,2 Md€, comme en 2021, se caractérise donc par une forte corrélation à celle de la sous-action 11-01 : les remboursements d'IS ont diminué de 19,5 % et ceux liés à la CSB de 17,7 %.

## SOUS-ACTION

## 11.05 – Impôt sur le revenu

La sous-action 11-05 retrace les restitutions de trop-perçus de PAS constatés lors de l'émission du rôle d'IR/PS. Ces restitutions concernent essentiellement des excédents de prélèvement à la source (PAS) d'impôt sur le revenu et plus marginalement des excédents de PAS sur le prélèvement de solidarité (jusqu'en 2022 puis à partir de 2023 ces excédents seront comptabilisés sur la sous-action 200-11-06) et de la part frais de gestion du PAS sur les contributions sociales sur le patrimoine. De plus, cette sous-action comptabilise les impayés de PAS sur les prélèvements sociaux nets.

La dépense de la sous-action est particulièrement difficile à estimer dans la mesure où son montant est déterminée par un nombre de facteurs particulièrement élevé (évolution macro-économique, modifications législatives, compensations possibles entre l'IR, les PS et le prélèvement de solidarité, évolution du comportement des usagers via la progression des modulations).

L'exécution 2022 s'établit à un niveau in fine assez proche de la prévision de la LFR 2 pour 2022 (10,7 Md€), comme de l'exécution 2021 (10,8 Md€).

## ACTION

## 12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques

| Action / Sous-action  | Autorisations d'engagement |                       |                       | Crédits de paiement |                       |                       |
|---|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres         | Total                 | Titre 2             | Autres titres         | Total                 |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>  |                            |                       |                       |                     |                       |                       |
| <i>Réalisation</i>  |                            |                       |                       |                     |                       |                       |
| <b>12 – Remboursements et dégrèvements liées à des politiques publiques</b> |                            | <b>23 755 469 776</b> | <b>23 755 469 776</b> |                     | <b>23 755 469 776</b> | <b>23 755 469 776</b> |
|   |                            | <b>21 142 370 833</b> | <b>21 142 370 833</b> |                     | <b>21 142 368 903</b> | <b>21 142 368 903</b> |
| 12.01 – Prime pour l'emploi   |                            |                       | 0                     |                     |                       | 0                     |
|   |                            |                       | 0                     |                     |                       | 0                     |
| 12.02 – Impôt sur le revenu   |                            | 1 909 500 000         | 1 909 500 000         |                     | 1 909 500 000         | 1 909 500 000         |
|   |                            | 1 995 166 028         | 1 995 166 028         |                     | 1 995 166 028         | 1 995 166 028         |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés  |                            | 12 388 796 120        | 12 388 796 120        |                     | 12 388 796 120        | 12 388 796 120        |
|   |                            | 11 159 004 461        | 11 159 004 461        |                     | 11 159 001 522        | 11 159 001 522        |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques       |                            | 1 991 373 656         | 1 991 373 656         |                     | 1 991 373 656         | 1 991 373 656         |
|   |                            | 2 156 235 539         | 2 156 235 539         |                     | 2 156 237 338         | 2 156 237 338         |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel                  |                            | 3 000 000             | 3 000 000             |                     | 3 000 000             | 3 000 000             |
|   |                            | 12 807 732            | 12 807 732            |                     | 12 808 482            | 12 808 482            |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                              |                            | 560 800 000           | 560 800 000           |                     | 560 800 000           | 560 800 000           |
|   |                            | 3 812                 | 3 812                 |                     | 3 812                 | 3 812                 |
| 12.07 – Prélèvement sur le produit des jeux                                 |                            |                       | 0                     |                     |                       | 0                     |
|   |                            |                       | 0                     |                     |                       | 0                     |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu         |                            | 5 597 000 000         | 5 597 000 000         |                     | 5 597 000 000         | 5 597 000 000         |
|   |                            | 5 302 630 180         | 5 302 630 180         |                     | 5 302 628 640         | 5 302 628 640         |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité            |                            | 205 000 000           | 205 000 000           |                     | 205 000 000           | 205 000 000           |
|   |                            | 261 368 254           | 261 368 254           |                     | 261 368 254           | 261 368 254           |
| 12.10 – Crédit d'impôt temporaire - Services aux particuliers               |                            | 1 100 000 000         | 1 100 000 000         |                     | 1 100 000 000         | 1 100 000 000         |
|   |                            | 255 154 827           | 255 154 827           |                     | 255 154 827           | 255 154 827           |

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                       | Crédits de paiement              |                       |
|---|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                                     | 23 755 469 776                   | 21 142 370 833        | 23 755 469 776                   | 21 142 368 903        |
| Transferts aux ménages  | 8 067 300 000                    | 7 552 959 692         | 8 067 300 000                    | 7 552 958 152         |
| 12.02 – Impôt sur le revenu   | 1 909 500 000                    | 1 995 166 028         | 1 909 500 000                    | 1 995 166 028         |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques |                                  | 1 646                 |                                  | 1 646                 |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel            |                                  | 3 200                 |                                  | 3 200                 |
| 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public                        | 560 800 000                      | 3 812                 | 560 800 000                      | 3 812                 |
| 12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu   | 5 597 000 000                    | 5 302 630 180         | 5 597 000 000                    | 5 302 628 640         |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers       |                                  | 255 154 827           |                                  | 255 154 827           |
| Transferts aux entreprises  | 14 588 169 776                   | 13 589 411 141        | 14 588 169 776                   | 13 589 410 751        |
| 12.03 – Impôt sur les sociétés  | 12 388 796 120                   | 11 159 004 461        | 12 388 796 120                   | 11 159 001 522        |
| 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques | 1 991 373 656                    | 2 156 233 894         | 1 991 373 656                    | 2 156 235 693         |
| 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel            | 3 000 000                        | 12 804 532            | 3 000 000                        | 12 805 282            |
| 12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité      | 205 000 000                      | 261 368 254           | 205 000 000                      | 261 368 254           |
| Transferts aux autres collectivités                                   | 1 100 000 000                    |                       | 1 100 000 000                    |                       |
| 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers       | 1 100 000 000                    |                       | 1 100 000 000                    |                       |
| <b>Total</b>  | <b>23 755 469 776</b>            | <b>21 142 370 833</b> | <b>23 755 469 776</b>            | <b>21 142 368 903</b> |

## SOUS-ACTION

## 12.01 – Prime pour l'emploi

L'article 28 de la seconde loi de finances rectificative pour 2014 ayant supprimé la prime pour l'emploi à compter des revenus de l'année 2015, la dépense payée en 2022 est nulle.

## SOUS-ACTION

## 12.02 – Impôt sur le revenu

L'augmentation de la dépense entre 2021 et 2022 (+0,3 Md€) est essentiellement due à la hausse du coût des crédits d'impôt pour l'emploi de salarié à domicile et de frais de garde de jeunes enfants, dont la forte augmentation est en partie contrebalancée par la chute du coût du crédit d'impôt pour la transition énergétique.

Dans ce contexte, l'exécution 2022 se décompose de la façon suivante :

- 1,1 Md€ au titre du crédit d'impôt pour emploi d'un salarié à domicile
- 0,3 Md€ au titre du crédit d'impôt pour frais de garde de jeunes enfants
- 0,1 Md€ au titre du crédit d'impôt du prélèvement forfaitaire unique.

Pour mémoire, ces montants concernent la seule part restituée de ces crédits d'impôt et ne représentent donc pas le coût total de ces avantages fiscaux.



## SOUS-ACTION

### 12.03 – Impôt sur les sociétés

La diminution de la dépense de 0,9 Md€ entre 2021 et 2022 est principalement due à la suppression du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à compter des salaires 2019.

In fine, l'exécution de la dépense 2022 (11,2 Md€) est inférieure à la prévision qui figure dans le PLFR2 (11,8 Md€), du fait, notamment, de moindres restitutions de CICE (-0,9 Md€).

Pour mémoire, l'exécution 2022 se décompose de la façon suivante :

- 5,3 Md€ au titre des remboursements de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ; cette dépense concerne des créances anciennes, notamment les créances 2018, pour lesquelles les entreprises non PME au sens communautaire devaient attendre trois ans pour en obtenir une restitution ;
- 4,5 Md€ au titre des remboursements de crédit d'impôt en faveur de la recherche ;
- 1,3 Md€ au titre des remboursements des autres crédits d'impôts.

Comme pour la sous-action 200-12-02, ces montants concernent la seule part restituée de ces crédits d'impôt et ne représentent donc pas le coût total de ces avantages fiscaux.

## SOUS-ACTION

### 12.04 – Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

L'exécution 2022 s'établit à 2,2 Md€, en augmentation par rapport à 2021 (1,9 Md€).

## SOUS-ACTION

### 12.05 – Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel

Cette sous-action comprend les remboursements de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) aux exploitants agricoles, dont le montant n'est pas significatif (13 M€ en 2022).

## SOUS-ACTION

### 12.06 – Contribution pour l'audiovisuel public

La sous-action 12-06 correspondait aux montants de dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public (CAP) compensés par l'État auprès des affectataires de la CAP, c'est-à-dire les sociétés audiovisuelles publiques.

L'article 6 de la première loi de finances rectificative pour 2022 du 16 août 2022 a supprimé la CAP due par les particuliers et les professionnels à compter de 2022.

Dès lors, l'exécution 2022 de la sous-action est proche de 0, et les dispositifs de dégrèvements ne devraient plus trouver à s'appliquer.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**SOUS-ACTION****12.08 – Acomptes de crédits et de réductions d'impôts sur le revenu**

La sous-action 200-12-08 a été créée en 2019 pour suivre la comptabilisation de l'acompte de 60 % sur les réductions et crédits d'impôt récurrents, cette acompte étant versé en janvier pour sa quasi-totalité.

Pour mémoire, le taux de prélèvement à la source à partir duquel les prélèvements sont opérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 est calculé à partir de l'impôt avant réductions et crédits d'impôt déclarés l'année précédente. Afin de ne pas pénaliser les foyers qui bénéficient de certaines réductions et crédits d'impôt (RICI), un acompte de 60 % du montant de ces avantages fiscaux a été versé en janvier 2021 aux usagers concernés.

Le montant de l'acompte versé en 2022 a été calculé à partir des montants de réductions et crédits d'impôt déclarés en 2021. La diminution du montant l'acompte entre 2021 et 2022 résulte principalement d'une moindre utilisation des crédits d'impôts pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde de jeunes enfants en 2020 dans un contexte d'épidémie du Covid-19.

In fine, l'exécution de 2022, de 5,3 Md€, est inférieure à la prévision de 5,6 Md€ de la loi de finances initiale.

**SOUS-ACTION****12.09 – Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité**

Cette sous-action a été mise en place à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour faire apparaître sur une ligne séparée les remboursements de TICFE, précédemment imputés sur la sous-action 200-13-05, eu égard à l'importance de ces remboursements (plusieurs centaines de millions d'euros) depuis la réforme de la TICFE (fusion avec la CSPE), entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ces remboursements sont toujours versés aux entreprises. Ils incluent les remboursements pour trop-perçus acquittés auprès des redevables légaux de la TICFE (généralement des fournisseurs d'électricité, mais également quelques autoconsommateurs), ainsi que les remboursements aux utilisateurs finaux professionnels, de manière à prendre en compte les exonérations partielles ou les taux réduits auxquels ceux-ci ont droit au regard de leur activité industrielle.

Lors de la LFR1, les tarifs de la TICFE ont été abaissés, mais les fournisseurs d'électricité n'ont pu appliquer cette baisse de prix qu'à l'échéance des contrats de leurs clients soumis à un échancier fixe et à une régularisation à l'échéance du contrat. Cette situation a ainsi entraîné un délai dans l'application du bouclier tarifaire aux consommateurs et donc un surplus de recettes de TICFE (+1,5 Md€) qui devait être remboursé aux fournisseurs d'électricité.

Ces remboursements des trop-versés de TICFE calculés (1,5 Md€), n'avaient pas encore été demandés au 31 décembre 2022 par les fournisseurs pour remboursement.

In fine, le montant exécuté s'établit à 0,3 Md€.

## SOUS-ACTION

## 12.10 – Crédit d'impôt contemporain - Services aux particuliers

Cette sous-action a été créée en 2021 pour suivre les dépenses relatives au crédit d'impôt contemporain relatif aux services à la personne.

En raison de l'élargissement du dispositif en 2022, la dépense de cette sous-action était prévue à 1,1 Md€ en loi de finances initiale pour 2022. La prise en compte progressive du déploiement différé et du faible recours au dispositif a conduit à la révision de cette dépense, établie à 0,3 Md€, et finalement exécutée à ce niveau.

## ACTION

## 13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |                       |                       | Crédits de paiement |                       |                       |
|--|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres         | Total                 | Titre 2             | Autres titres         | Total                 |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>   |                            |                       |                       |                     |                       |                       |
| <i>Réalisation</i>   |                            |                       |                       |                     |                       |                       |
| <b>13 – Remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État</b>  |                            | <b>14 374 938 689</b> | <b>14 374 938 689</b> |                     | <b>14 374 938 689</b> | <b>14 374 938 689</b> |
|  |                            | <b>15 006 210 183</b> | <b>15 006 210 183</b> |                     | <b>15 008 849 229</b> | <b>15 008 849 229</b> |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |                            | 1 970 000 000         | 1 970 000 000         |                     | 1 970 000 000         | 1 970 000 000         |
|  |                            | 2 428 346 719         | 2 428 346 719         |                     | 2 428 368 983         | 2 428 368 983         |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |                            | 1 425 716 430         | 1 425 716 430         |                     | 1 425 716 430         | 1 425 716 430         |
|  |                            | 1 657 437 419         | 1 657 437 419         |                     | 1 657 437 419         | 1 657 437 419         |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |                            | 3 940 000 000         | 3 940 000 000         |                     | 3 940 000 000         | 3 940 000 000         |
|  |                            | 2 071 414 616         | 2 071 414 616         |                     | 2 071 453 785         | 2 071 453 785         |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |                            | 2 840 222 259         | 2 840 222 259         |                     | 2 840 222 259         | 2 840 222 259         |
|  |                            | 3 819 413 246         | 3 819 413 246         |                     | 3 819 455 789         | 3 819 455 789         |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                            | 700 000 000           | 700 000 000           |                     | 700 000 000           | 700 000 000           |
|  |                            | 622 492 218           | 622 492 218           |                     | 622 515 604           | 622 515 604           |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   |                            | 752 000 000           | 752 000 000           |                     | 752 000 000           | 752 000 000           |
|  |                            | 1 822 198 687         | 1 822 198 687         |                     | 1 824 766 627         | 1 824 766 627         |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        |                            | 1 768 000 000         | 1 768 000 000         |                     | 1 768 000 000         | 1 768 000 000         |
|  |                            | 1 986 042 639         | 1 986 042 639         |                     | 1 986 041 558         | 1 986 041 558         |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits |                            | 779 000 000           | 779 000 000           |                     | 779 000 000           | 779 000 000           |
|  |                            | 498 482 388           | 498 482 388           |                     | 498 427 213           | 498 427 213           |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |                            | 200 000 000           | 200 000 000           |                     | 200 000 000           | 200 000 000           |
|  |                            | 100 382 251           | 100 382 251           |                     | 100 382 251           | 100 382 251           |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

Programme n° 200 | Justification au premier euro

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie   | Autorisations d'engagement       |                       | Crédits de paiement              |                       |
|--|----------------------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|
|  | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation           |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement   | 3 299 000 000                    | 3 021 291 039         | 3 299 000 000                    | 3 021 238 898         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel  | 3 299 000 000                    | 3 021 291 039         | 3 299 000 000                    | 3 021 238 898         |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |                                  | 55 859 167            |                                  | 55 859 167            |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   | 752 000 000                      | 497 205 013           | 752 000 000                      | 497 209 128           |
| 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts        | 1 768 000 000                    | 1 986 042 639         | 1 768 000 000                    | 1 986 041 558         |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits | 779 000 000                      | 482 184 221           | 779 000 000                      | 482 129 045           |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention  | 11 075 938 689                   | 11 984 919 144        | 11 075 938 689                   | 11 987 610 331        |
| Transferts aux ménages   | 2 870 000 000                    | 4 291 462 614         | 2 870 000 000                    | 4 291 392 844         |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  | 1 970 000 000                    | 1 970 447 646         | 1 970 000 000                    | 1 970 469 910         |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |                                  | 4 518                 |                                  | 4 518                 |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   |                                  | 1 580 981 834         |                                  | 1 581 024 090         |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    | 700 000 000                      | 393 119 622           | 700 000 000                      | 393 120 212           |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   |                                  | 311 183 540           |                                  | 311 048 661           |
| 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débits |                                  | 16 298 168            |                                  | 16 298 168            |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   | 200 000 000                      | 19 427 287            | 200 000 000                      | 19 427 287            |
| Transferts aux entreprises   | 8 205 938 689                    | 7 132 848 791         | 8 205 938 689                    | 7 135 609 748         |
| 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   | 1 425 716 430                    | 1 657 432 901         | 1 425 716 430                    | 1 657 432 901         |
| 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues   | 3 940 000 000                    | 434 573 615           | 3 940 000 000                    | 434 570 529           |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  | 2 840 222 259                    | 3 718 785 291         | 2 840 222 259                    | 3 718 827 834         |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                                  | 228 050 666           |                                  | 228 073 462           |
| 13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État   |                                  | 1 013 810 134         |                                  | 1 016 508 838         |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |                                  | 80 196 184            |                                  | 80 196 184            |
| Transferts aux autres collectivités  |                                  | 560 607 739           |                                  | 560 607 739           |
| 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |                                  | 457 899 074           |                                  | 457 899 074           |
| 13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues  |                                  | 100 627 955           |                                  | 100 627 955           |
| 13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues                    |                                  | 1 321 930             |                                  | 1 321 930             |
| 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions   |                                  | 758 780               |                                  | 758 780               |
| <b>Total</b>   | <b>14 374 938 689</b>            | <b>15 006 210 183</b> | <b>14 374 938 689</b>            | <b>15 008 849 229</b> |

## SOUS-ACTION

### 13.01 – Impôts sur le revenu - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues

Cette sous-action correspond à des transferts aux ménages.

Elle retrace, notamment, les dégrèvements d'impôt sur le revenu prononcés pour rectifier des erreurs constatées sur les impositions initiales (erreurs commises par les contribuables ou par les services) et les dégrèvements prononcés dans le cadre des réclamations contentieuses et gracieuses. Les versements au titre des conventions fiscales bilatérales (convention franco-suisse, convention franco-marocaine et franco-belge) sont également retranscrits dans cette sous-action.

La prévision de la LFI pour 2022 (2,0 Md€) a été revue à la hausse dans le cadre de la LFR1 (2,6 Md€) en prenant en compte l'exécution 2021 (hors erreurs déclaratives). Cette hausse de la prévision est due principalement à une hausse de la prévision des dégrèvements d'exit tax.

L'exécution 2022 de la sous-action est de 2,4 Md€.

## SOUS-ACTION

### 13.02 – Impôts sur les sociétés - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues

La prévision de la LFI pour 2022 (1,4 Md€) a été légèrement revue à la hausse dans le cadre de la LFR2 (1,5 Md€) sur la base des dégrèvements et décharges constatés.

In fine, l'exécution 2022 (1,7 Md€) est supérieure de 0,3 Md€ à la prévision.

## SOUS-ACTION

### 13.03 – Autres impôts directs et taxes assimilées - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues

Cette sous-action regroupe des dégrèvements à destination des particuliers et des entreprises.

Elle concerne notamment les restitutions opérées en matière de retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu, de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes, d'impôt de solidarité sur la fortune, de taxe sur les salaires et de cotisation minimale de taxe professionnelle.

La prévision de la LFI pour 2022 (3,9 Md€) a été revue à la baisse dans le cadre de la LFR1 (3,0 Md€) du fait principalement de la baisse de la prévision de décaissements pour le contentieux relatif à la retenue à la source acquittée par des OPCVM et des fonds de pension étrangers à raison de dividendes de source française.

L'exécution 2022 de la sous-action est de 2,1 Md€ et est inférieure de -0,9 Md€ par rapport à la prévision de LFR1 du fait principalement du non décaissement du contentieux précompte indemnitaire.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**SOUS-ACTION****13.04 – Taxe sur la valeur ajoutée - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

La prévision de la LFI pour 2022 (2,8 Md€) a été établie au regard des dépenses constatées les années passées.

La prévision a été légèrement revue à la hausse dans le cadre de la LFR2 (3,3 Md€) sur la base des dépenses constatées sur le début de l'année.

Pour mémoire, les versements effectués au titre de la convention bilatérale franco-monégasque du 18 mai 1963 sont comptabilisées dans cette sous action. Ils se sont élevés à 0,1 M€ en 2022.

In fine, l'exécution (3,8 Md€) est supérieure de 0,4 Md€ à la prévision.

**SOUS-ACTION****13.05 – Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes - Dégrèvements et restitution de sommes indûment perçues**

Cette sous-action regroupe des dégrèvements à destination des particuliers et des entreprises.

Elle concerne notamment les restitutions opérées en matière de droits de succession, de droits de donation, de droits de mutation à titre onéreux et de droits de timbre. Y figurent également des remboursements effectués par la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

La prévision de la LFI pour 2022 (0,7 Md€) a été établie au regard des dépenses constatées les années précédentes. La prévision a été revue à la baisse de moins de 50 M€ dans le cadre de la LFR1 en prenant en compte les dépenses constatées.

L'exécution 2022 de la sous-action est de 0,6 Md€.

**SOUS-ACTION****13.06 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État**

Cette sous-action concerne notamment :

- les dégrèvements et restitutions de taxe sur les logements vacants ;
- les restitutions d'écotaxe (malus automobile) ;
- les remboursements et rectifications de produits d'État encaissés les années antérieures ;
- les remises et annulations ;
- les restitutions de trop-perçu d'acomptes sur les déclarations relatives aux RCM.

La mise en œuvre du prélèvement à la source y a ajouté :

- les restitutions d'amendes de prélèvement à la source ;
- les rejets de prélèvements à la source après clôture de l'exercice ;
- les versements aux organismes gestionnaires de titres simplifiés.

La prévision de la LFI pour 2022 (0,8 Md€) a été établie au regard des exécutions des années précédentes.

La prévision a été revue en forte hausse dans le cadre de la LFR2 (1,7 Md€) du fait de l'annulation et du remboursement d'amendes de l'Autorité de la Concurrence.

L'exécution 2022 de la sous-action est de 1,8 Md€.

## SOUS-ACTION

### 13.07 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Admissions en non valeur - Créances liées aux impôts

Cette sous-action concerne :

- les admissions en non-valeurs relatives à la taxe sur les logements vacants ;
- les admissions en non-valeurs relatives à la contribution à l'audiovisuel public ;
- les admissions en non-valeurs non individualisées et relatives à des impôts d'État.

La prévision de la LFI 2022 (1,8 Md€) a été revue à la hausse en LFR1 (2,9 Md€) du fait, principalement, de la prise en compte d'une non-valeur de 0,8 Md€ faisant suite à une décision de justice. Cette décision a fait l'objet d'un pourvoi par la société. Ainsi, la prévision a été revue à la baisse en LFR2 (2,1 Md€).

L'exécution 2022 de la sous-action est de 2,0 Md€.

## SOUS-ACTION

### 13.08 – Autres remboursements et dégrèvements liés à la gestion des produits de l'État - Dations en paiement, intérêts moratoires, remises de débet

Cette sous-action concerne les dations en paiement, les intérêts moratoires (dont les intérêts moratoires liés aux contentieux de série) et les remises de débet.

La prévision de la LFI pour 2022 (0,8 Md€) a été établie au regard des exécutions des années précédentes.

La prévision a été légèrement revue à la baisse dans le cadre de la LFR2 (0,6 Md€).

L'exécution 2022 de la sous-action est de 0,5 Md€.

## SOUS-ACTION

### 13.09 – Prélèvement à la source (PAS) : dégrèvements et restitutions

Cette sous-action retrace les dégrèvements de PAS faisant suite à des contentieux avant émission des rôles.

La prévision de la LFI pour 2022 (0,2 Md€) a été revue à la baisse dans le cadre de la LFR1 (0,1 Md€) en prenant en compte l'exécution 2021.

L'exécution de la sous-action est de 0,1 Md€.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)**

Programme n° 200 | Justification au premier euro

**Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État**

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2021              |                        | Prévision LFI 2022            |                        | Réalisation 2022              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>ONF - Office national des forêts (P149)</b>  |                               | <b>26 236</b>          |                               |                        |                               | <b>309 895</b>         |
| Transferts  |                               | 26 236                 |                               |                        |                               | 309 895                |
| <b>INRAE - Institut national pour la recherche en<br/>agriculture, alimentation et environnement (P172)</b> |                               | <b>64 504</b>          |                               |                        |                               | <b>12 964</b>          |
| Transferts  |                               | 64 504                 |                               |                        |                               | 12 964                 |
| <b>Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire<br/>(P142)</b>                                   |                               |                        |                               |                        |                               | <b>29 176</b>          |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        |                               | 29 176                 |
| <b>Pôle emploi (P102)</b>   |                               | <b>3 070</b>           |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  |                               | 3 070                  |                               |                        |                               |                        |
| <b>VNF - Voies navigables de France (P203)</b>  |                               | <b>7 402</b>           |                               |                        |                               |                        |
| Transferts  |                               | 7 402                  |                               |                        |                               |                        |
| <b>Total</b>  |                               | <b>101 212</b>         |                               |                        |                               | <b>352 036</b>         |
| Total des transferts  |                               | 101 212                |                               |                        |                               | 352 036                |



PROGRAMME 201  
**Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux  
(crédits évaluatifs)**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Jérôme FOURNEL

Directeur général des finances publiques

Responsable du programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

Le programme retrace les dépenses budgétaires résultant de l'application des règles fiscales conduisant à la mise en œuvre des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

L'indicateur 1.1 « Taux de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux » couvre près du tiers du contentieux traité par les services locaux de la Direction Générale des Finances Publiques. En 2022, cet indicateur affiche un taux de 97,3 %, en hausse de 0,8 point par rapport à 2021 et au dessus de la cible fixée à 95,5 %.

L'exécution 2022 des dépenses du programme diminue de 1,1 Md€ entre 2021 et 2022 (-13,8 %).

Les remboursements de contribution économique territoriale (action 01) expliquent à eux seuls 56,3 % des dépenses du programme ; ajoutés aux remboursements de taxes foncières (action 02, pour 27,6 %), ils en représentent environ 84 %. L'essentiel de la baisse des dépenses s'explique par la seule action 01.

La baisse de 1,0 Md€ des remboursements et dégrèvements inscrits à l'action 01 (contribution économique territoriale) s'explique principalement par la diminution des restitutions de CVAE (-0,7 Md€) et la baisse du PVA (-0,4 Md€).

Les dépenses des autres actions sont marquées par une grande stabilité : les actions 02 (Taxes foncières), 03 (Taxe d'habitation) et 04 (Admissions en non-valeur d'impôts locaux) varient toutes de 0,1 Md€ au plus.

### RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

#### **OBJECTIF 1 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible**

INDICATEUR 1.1 : Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

### INDICATEUR

1.1 – Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux

(du point de vue de l'usager)

|  | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux | %     | 95,3                | 96,5                | 95,5          | 97,3                | 95,5          |

#### Commentaires techniques

Exprimé en taux, cet indicateur mesure le pourcentage de réclamations contentieuses en matière de taxe d'habitation traitées dans le délai d'un mois. Il comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans le délai d'un mois et au dénominateur le nombre de réclamations traitées sur l'année.

Les résultats de l'indicateur sont collectés à partir des applications informatiques des services concernés.

### ANALYSE DES RÉSULTATS

L'indicateur 1.1 du programme 201 (TH) mesure le taux net de réclamations contentieuses en matière de taxe d'habitation (TH) traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux.

Cet indicateur couvre près du tiers du contentieux traité par les services locaux de la Direction Générale des Finances Publiques.

Au 31 décembre 2022, l'indicateur affiche un taux de 97,3 %, dépassant ainsi de près de 1,8 points la cible fixée à 95,5 % pour 2022. Ce résultat, en amélioration par rapport à celui obtenu en 2021 (96,5 %), atteste de la réactivité et de la mobilisation constante des services locaux de la Direction Générale des Finances Publiques sur le traitement du contentieux de masse.

La réforme de la TH sur les résidences principales qui exonère de plus en plus de contribuables (totalement pour 80 % des foyers fiscaux et à 65 % pour les autres) se traduit par une baisse du nombre de réclamations traitées par les services locaux par rapport à 2021 (-11 %). Plus encore qu'en 2021, la majorité des dégrèvements (72 % en nombre d'affaires et 62 % en montants dégrévés) est motivée par l'application de la réforme TH.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)**

Programme n° 201 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## Présentation des crédits

### 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total  | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--|---|
| <i>Prévision LFI 2022<br/>Consommation 2022</i>  |  |                                       |  |   |
| 01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle    |  | 3 610 000 000<br>3 933 720 742        | <b>3 610 000 000</b><br><b>3 933 720 742</b> | 3 610 000 000                             |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |  | 3 610 000 000<br>3 933 720 742        | <b>3 610 000 000</b><br><b>3 933 720 742</b> | 3 610 000 000                             |
| 02 – Taxes foncières   |  | 1 792 000 000<br>1 924 741 406        | <b>1 792 000 000</b><br><b>1 924 741 406</b> | 1 792 000 000                             |
| 02.01 – Taxes foncières  |  | 1 792 000 000<br>1 924 741 406        | <b>1 792 000 000</b><br><b>1 924 741 406</b> | 1 792 000 000                             |
| 03 – Taxe d'habitation   |  | 740 000 000<br>680 541 626            | <b>740 000 000</b><br><b>680 817 338</b>     | 740 000 000                               |
|  | 275 712                                  |                                       |  |   |
| 03.01 – Taxe d'habitation  |  | 740 000 000<br>680 541 626            | <b>740 000 000</b><br><b>680 817 338</b>     | 740 000 000                               |
|  | 275 712                                  |                                       |  |   |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux   |  | 484 000 000<br>443 100 266            | <b>484 000 000</b><br><b>443 100 266</b>     | 484 000 000                               |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux  |  | 484 000 000<br>443 100 266            | <b>484 000 000</b><br><b>443 100 266</b>     | 484 000 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>0</b>                                 | <b>6 626 000 000</b>                  | <b>6 626 000 000</b>                         | <b>6 626 000 000</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP  |  |                                       |  |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP   |  | +391 985 108 (hors titre 2)           | +391 985 108                                 |   |
| Total des AE ouvertes  |  | 7 017 985 108 (hors titre 2)          | 7 017 985 108                                |   |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>275 712</b>                           | <b>6 982 104 039</b>                  | <b>6 982 379 751</b>                         |   |

#### 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total  | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|--|---------------------------------------|--|---|
| <i>Prévision LFI 2022<br/>Consommation 2022</i>  |  |                                       |  |   |
| 01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle    |  | 3 610 000 000<br>3 933 547 071        | <b>3 610 000 000</b><br><b>3 933 547 071</b> | 3 610 000 000                             |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |  | 3 610 000 000<br>3 933 547 071        | <b>3 610 000 000</b><br><b>3 933 547 071</b> | 3 610 000 000                             |
| 02 – Taxes foncières   |  | 1 792 000 000<br>1 924 733 710        | <b>1 792 000 000</b><br><b>1 924 733 710</b> | 1 792 000 000                             |
| 02.01 – Taxes foncières  |  | 1 792 000 000<br>1 924 733 710        | <b>1 792 000 000</b><br><b>1 924 733 710</b> | 1 792 000 000                             |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 201

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total                      | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|---------------------------------------|----------------------------|---|
| <i>Prévision LFI 2022</i><br>Consommation 2022      |  |                                       |                            |   |
| 03 – Taxe d'habitation                              | 275 712                                  | 740 000 000<br>680 541 160            | 740 000 000<br>680 816 872 | 740 000 000                               |
| 03.01 – Taxe d'habitation                           | 275 712                                  | 740 000 000<br>680 541 160            | 740 000 000<br>680 816 872 | 740 000 000                               |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux        |  | 484 000 000<br>443 099 124            | 484 000 000<br>443 099 124 | 484 000 000                               |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux     |  | 484 000 000<br>443 099 124            | 484 000 000<br>443 099 124 | 484 000 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                   | <b>0</b>                                 | <b>6 626 000 000</b>                  | <b>6 626 000 000</b>       | <b>6 626 000 000</b>                      |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP             |  |                                       |                            |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP            | +391 985 108 (hors titre 2)              |                                       | +391 985 108               |   |
| Total des CP ouverts                                | 7 017 985 108 (hors titre 2)             |                                       | 7 017 985 108              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                       | <b>275 712</b>                           | <b>6 981 921 065</b>                  | <b>6 982 196 777</b>       |   |

## 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
|--|--|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i><br>Consommation 2021   |  |                                       |   |                                |
| 01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle    | 6 494 435                                | 3 960 785 973<br>4 908 885 487        | 3 960 785 973                             | 3 960 785 973<br>4 915 379 922 |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 6 494 435                                | 3 960 785 973<br>4 908 885 487        | 3 960 785 973                             | 3 960 785 973<br>4 915 379 922 |
| 02 – Taxes foncières   |  | 1 668 000 000<br>1 868 403 296        | 1 668 000 000                             | 1 668 000 000<br>1 868 403 296 |
| 02.01 – Taxes foncières  |  | 1 668 000 000<br>1 868 403 296        | 1 668 000 000                             | 1 668 000 000<br>1 868 403 296 |
| 03 – Taxe d'habitation   |  | 778 000 000<br>823 072 457            | 778 000 000                               | 778 000 000<br>823 072 457     |
| 03.01 – Taxe d'habitation  |  | 778 000 000<br>823 072 457            | 778 000 000                               | 778 000 000<br>823 072 457     |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux   |  | 484 000 000<br>491 984 665            | 484 000 000                               | 484 000 000<br>491 984 665     |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux  |  | 484 000 000<br>491 984 665            | 484 000 000                               | 484 000 000<br>491 984 665     |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>   | <b>0</b>                                 | <b>6 890 785 973</b>                  | <b>6 890 785 973</b>                      | <b>6 890 785 973</b>           |
| <b>Total des AE consommées</b>   | <b>6 494 435</b>                         | <b>8 092 345 905</b>                  |   | <b>8 098 840 340</b>           |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

Programme n° 201 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 3                                 | Titre 6                        | Total                         | Total                          |
|--|---|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
|  | Dépenses de fonctionnement              | Dépenses d'intervention        | hors FdC et AdP prévus en LFI | y.c. FdC et AdP                |
|  | Prévision LFI 2021<br>Consommation 2021 |                                |                               |                                |
| 01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle    | 6 494 435                               | 3 960 785 973<br>4 909 193 652 | 3 960 785 973                 | 3 960 785 973<br>4 915 688 088 |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 6 494 435                               | 3 960 785 973<br>4 909 193 652 | 3 960 785 973                 | 3 960 785 973<br>4 915 688 088 |
| 02 – Taxes foncières   |   | 1 668 000 000<br>1 868 402 069 | 1 668 000 000                 | 1 668 000 000<br>1 868 402 069 |
| 02.01 – Taxes foncières  |   | 1 668 000 000<br>1 868 402 069 | 1 668 000 000                 | 1 668 000 000<br>1 868 402 069 |
| 03 – Taxe d'habitation   |   | 778 000 000<br>823 071 374     | 778 000 000                   | 778 000 000<br>823 071 374     |
| 03.01 – Taxe d'habitation  |   | 778 000 000<br>823 071 374     | 778 000 000                   | 778 000 000<br>823 071 374     |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux   |   | 484 000 000<br>491 985 108     | 484 000 000                   | 484 000 000<br>491 985 108     |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux  |   | 484 000 000<br>491 985 108     | 484 000 000                   | 484 000 000<br>491 985 108     |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>  | <b>0</b>                                | <b>6 890 785 973</b>           | <b>6 890 785 973</b>          | <b>6 890 785 973</b>           |
| <b>Total des CP consommés</b>  | <b>6 494 435</b>                        | <b>8 092 652 203</b>           |                               | <b>8 099 146 638</b>           |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement  |                      |                      |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|   | Consommées* en 2021        | Ouvertes en 2022     | Consommées* en 2022  | Consommés* en 2021   | Ouverts en 2022      | Consommés* en 2022   |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 6 494 435                  | 0                    | 275 712              | 6 494 435            | 0                    | 275 712              |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 6 494 435                  | 0                    | 275 712              | 6 494 435            | 0                    | 275 712              |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention                         | 8 092 345 905              | 6 626 000 000        | 6 982 104 039        | 8 092 652 203        | 6 626 000 000        | 6 981 921 065        |
| Transferts aux entreprises                                | 959 391                    | 3 610 000 000        | 3 690 777            | 1 268 371            | 3 610 000 000        | 3 521 091            |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 8 091 386 514              | 3 016 000 000        | 6 978 413 262        | 8 091 383 832        | 3 016 000 000        | 6 978 399 974        |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>6 626 000 000</b> |                      |                      | <b>6 626 000 000</b> |                      |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +391 985 108         |                      |                      | +391 985 108         |                      |
| <b>Total*</b>   | <b>8 098 840 340</b>       | <b>7 017 985 108</b> | <b>6 982 379 751</b> | <b>8 099 146 638</b> | <b>7 017 985 108</b> | <b>6 982 196 777</b> |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |                    |                     |                    |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                   | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| 16/08/2022        |                            | 533 985 108        |                     | 533 985 108        |                            |                    |                     |                    |
| 01/12/2022        |                            |                    |                     |                    |                            | 142 000 000        |                     | 142 000 000        |
| <b>Total</b>      |                            | <b>533 985 108</b> |                     | <b>533 985 108</b> |                            | <b>142 000 000</b> |                     | <b>142 000 000</b> |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |                    |                     |                    |
|----------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    |
|                      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      |
| <b>Total général</b> |                            | <b>533 985 108</b> |                     | <b>533 985 108</b> |                            | <b>142 000 000</b> |                     | <b>142 000 000</b> |

## Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

Programme n° 201 | Justification au premier euro

## Justification au premier euro

## Éléments transversaux au programme

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>  | Autorisations d'engagement            |                                |                                | Crédits de paiement                   |                                |                                |
|--|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|  | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *                | Total<br>y.c. FdC et AdP       |
| 01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle    |                                       | 3 610 000 000<br>3 933 720 742 | 3 610 000 000<br>3 933 720 742 |                                       | 3 610 000 000<br>3 933 547 071 | 3 610 000 000<br>3 933 547 071 |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |                                       | 3 610 000 000<br>3 933 720 742 | 3 610 000 000<br>3 933 720 742 |                                       | 3 610 000 000<br>3 933 547 071 | 3 610 000 000<br>3 933 547 071 |
| 02 – Taxes foncières   |                                       | 1 792 000 000<br>1 924 741 406 | 1 792 000 000<br>1 924 741 406 |                                       | 1 792 000 000<br>1 924 733 710 | 1 792 000 000<br>1 924 733 710 |
| 02.01 – Taxes foncières  |                                       | 1 792 000 000<br>1 924 741 406 | 1 792 000 000<br>1 924 741 406 |                                       | 1 792 000 000<br>1 924 733 710 | 1 792 000 000<br>1 924 733 710 |
| 03 – Taxe d'habitation   |                                       | 740 000 000<br>680 817 338     | 740 000 000<br>680 817 338     |                                       | 740 000 000<br>680 816 872     | 740 000 000<br>680 816 872     |
| 03.01 – Taxe d'habitation  |                                       | 740 000 000<br>680 817 338     | 740 000 000<br>680 817 338     |                                       | 740 000 000<br>680 816 872     | 740 000 000<br>680 816 872     |
| 04 – Admission en non valeur d'impôts locaux   |                                       | 484 000 000<br>443 100 266     | 484 000 000<br>443 100 266     |                                       | 484 000 000<br>443 099 124     | 484 000 000<br>443 099 124     |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux  |                                       | 484 000 000<br>443 100 266     | 484 000 000<br>443 100 266     |                                       | 484 000 000<br>443 099 124     | 484 000 000<br>443 099 124     |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>   | <b>0</b>                              | <b>6 626 000 000</b>           | <b>6 626 000 000</b>           | <b>0</b>                              | <b>6 626 000 000</b>           | <b>6 626 000 000</b>           |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP   |                                       | +391 985 108                   | +391 985 108                   |                                       | +391 985 108                   | +391 985 108                   |
| Total des crédits ouverts  | 0                                     | 7 017 985 108                  | 7 017 985 108                  | 0                                     | 7 017 985 108                  | 7 017 985 108                  |
| <b>Total des crédits consommés</b>   | <b>0</b>                              | <b>6 982 379 751</b>           | <b>6 982 379 751</b>           | <b>0</b>                              | <b>6 982 196 777</b>           | <b>6 982 196 777</b>           |
| Crédits ouverts - crédits consommés  |                                       | +35 605 357                    | +35 605 357                    |                                       | +35 788 331                    | +35 788 331                    |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                      |                      |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| PLF         | 0                          | 6 626 000 000        | 6 626 000 000        | 0                   | 6 626 000 000        | 6 626 000 000        |
| Amendements | 0                          | 0                    | 0                    | 0                   | 0                    | 0                    |
| <b>LFI</b>  | <b>0</b>                   | <b>6 626 000 000</b> | <b>6 626 000 000</b> | <b>0</b>            | <b>6 626 000 000</b> | <b>6 626 000 000</b> |



## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2022   | CP 2022   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>7 017 985 108</b>   | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>7 017 985 108</b>  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>6 982 379 751</b>   | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>6 982 196 777</b>  |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en<br>2022 sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>35 605 357</b> | dont CP consommés<br>en 2022 sur<br>engagements 2022<br>(P4)<br><b>6 982 196 777</b>            |

### RESTES À PAYER

|  |  |   |   |  |
|--|--|---|---|--|
| Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>-306 297</b>              |  |   |   |  |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>306 297</b>                                     |  |   |   |  |
| <b>Engagements ≤ 2021 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2021 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>0</b></b> | CP consommés en 2022<br>sur engagements<br>antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>0</b> | = | Engagements ≤ 2021 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>0</b>           |  |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>6 982 379 751</b>  | CP consommés en 2022<br>sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>6 982 196 777</b>               | = | Engagements 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>182 974</b>       |  |
|  |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2022<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>182 974</b></b> |  |
|  |  |   |   | Estimation des CP 2023<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>0</b>  |
|  |  |   |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2023<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>182 974</b> |

**NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2**

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

**Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)**

Programme n° 201 | Justification au premier euro

**Justification par action****ACTION**

**01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle**

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                      |                      |
|--|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>   |                            |                      |                      |                     |                      |                      |
| <i>Réalisation</i>   |                            |                      |                      |                     |                      |                      |
| <b>01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle</b> |                            | <b>3 610 000 000</b> | <b>3 610 000 000</b> |                     | <b>3 610 000 000</b> | <b>3 610 000 000</b> |
|  |                            | <b>3 933 720 742</b> | <b>3 933 720 742</b> |                     | <b>3 933 547 071</b> | <b>3 933 547 071</b> |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle     |                            | 3 610 000 000        | 3 610 000 000        |                     | 3 610 000 000        | 3 610 000 000        |
|  |                            | 3 933 720 742        | 3 933 720 742        |                     | 3 933 547 071        | 3 933 547 071        |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie   | Autorisations d'engagement    |                      | Crédits de paiement           |                      |
|--|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention  | 3 610 000 000                 | 3 933 720 742        | 3 610 000 000                 | 3 933 547 071        |
| Transferts aux entreprises   | 3 610 000 000                 | 3 690 777            | 3 610 000 000                 | 3 521 091            |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle | 3 610 000 000                 | 3 690 777            | 3 610 000 000                 | 3 521 091            |
| Transferts aux collectivités territoriales   |                               | 3 930 029 964        |                               | 3 930 025 980        |
| 01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle |                               | 3 930 029 964        |                               | 3 930 025 980        |
| <b>Total</b>   | <b>3 610 000 000</b>          | <b>3 933 720 742</b> | <b>3 610 000 000</b>          | <b>3 933 547 071</b> |

**SOUS-ACTION**

**01.01 – Taxe professionnelle et contribution économique territoriale et autres impôts économiques créés ou modifiés dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle**

Entre 2021 et 2022, l'action connaît une baisse d'exécution de 1,0 Md€, de 4,9 Md€ à 3,9 Md€, qui explique presque entièrement la variation du programme.

La baisse de 0,4 Md€ du PVA traduit la diminution du taux de plafonnement de la CET de 3 % à 2 % de la valeur ajoutée à compter du millésime 2021 tel que prévu par l'article 8 de la loi de finances pour 2021, diminution combinée à la diminution de moitié de la CVAE résultant du même article et à la baisse de la cotisation de CFE des établissements industriels consécutif à l'article 29 de la loi de finances pour 2021.

La diminution des restitutions de CVAE, de 0,7 Md€, est un contrecoup de l'exécution 2021. L'augmentation des restitutions de CVAE en 2021 faisait suite à la suppression de la part régionale de CVAE (soit 50 % de la CVAE répartie aux collectivités) à compter de 2021, telle que prévue à l'article 8 de la loi de finances pour 2021. La moitié des encaissements de 2021 relatifs aux millésimes antérieurs à 2021 sont fléchés vers le budget général de l'État, impliquant donc que les restitutions du millésime 2020 soient affectées pour moitié en moindre recettes du compte d'avance aux collectivités territoriales (programme 833) et maintenues pour moitié en dépenses du programme 201. Au contraire, en 2022, les restitutions relatives aux millésimes antérieurs à 2021 affectées au budget général de l'État deviennent très marginales, la majorité ayant été comptabilisée en 2021. Les restitutions inscrites au P201 diminuent en conséquence.

## ACTION

### 02 – Taxes foncières

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement |                      |                      |
|--------------------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres        | Total                | Titre 2             | Autres titres        | Total                |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |                      |                      |                     |                      |                      |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |                      |                      |                     |                      |                      |
| <b>02 – Taxes foncières</b>          |                            | <b>1 792 000 000</b> | <b>1 792 000 000</b> |                     | <b>1 792 000 000</b> | <b>1 792 000 000</b> |
|                                      |                            | <b>1 924 741 406</b> | <b>1 924 741 406</b> |                     | <b>1 924 733 710</b> | <b>1 924 733 710</b> |
| 02.01 – Taxes foncières              |                            | 1 792 000 000        | 1 792 000 000        |                     | 1 792 000 000        | 1 792 000 000        |
|                                      |                            | 1 924 741 406        | 1 924 741 406        |                     | 1 924 733 710        | 1 924 733 710        |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                         | Autorisations d'engagement    |                      | Crédits de paiement           |                      |
|--|-------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation          |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention          | 1 792 000 000                 | 1 924 741 406        | 1 792 000 000                 | 1 924 733 710        |
| Transferts aux collectivités territoriales | 1 792 000 000                 | 1 924 741 406        | 1 792 000 000                 | 1 924 733 710        |
| 02.01 – Taxes foncières                    | 1 792 000 000                 | 1 924 741 406        | 1 792 000 000                 | 1 924 733 710        |
| <b>Total</b>                               | <b>1 792 000 000</b>          | <b>1 924 741 406</b> | <b>1 792 000 000</b>          | <b>1 924 733 710</b> |

## SOUS-ACTION

### 02.01 – Taxes foncières

La dépense totale apparaît quasiment stable, à 1,9 Md€ en 2022 comme en 2021.

**Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)**

Programme n° 201 | Justification au premier euro

**ACTION****03 – Taxe d'habitation**

| Action / Sous-action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|---|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| <b>03 – Taxe d'habitation</b>   |                            | <b>740 000 000</b> | <b>740 000 000</b> |                     | <b>740 000 000</b> | <b>740 000 000</b> |
|   |                            | <b>680 817 338</b> | <b>680 817 338</b> |                     | <b>680 816 872</b> | <b>680 816 872</b> |
| 03.01 – Taxe d'habitation   |                            | 740 000 000        | 740 000 000        |                     | 740 000 000        | 740 000 000        |
|   |                            | 680 817 338        | 680 817 338        |                     | 680 816 872        | 680 816 872        |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  | 275 712            |                                  | 275 712            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  | 275 712            |                                  | 275 712            |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                 |                                  | 275 712            |                                  | 275 712            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 740 000 000                      | 680 541 626        | 740 000 000                      | 680 541 160        |
| Transferts aux collectivités territoriales                | 740 000 000                      | 680 541 626        | 740 000 000                      | 680 541 160        |
| 03.01 – Taxe d'habitation                                 | 740 000 000                      | 680 541 626        | 740 000 000                      | 680 541 160        |
| <b>Total</b>  | <b>740 000 000</b>               | <b>680 817 338</b> | <b>740 000 000</b>               | <b>680 816 872</b> |

**SOUS-ACTION****03.01 – Taxe d'habitation**

La dépense de l'action diminue de 0,8 Md€ à 0,7 Md€ entre 2021 et 2022. Cette baisse, qui concerne essentiellement les contentieux, est consécutive à la réforme de la taxe d'habitation.

L'action concerne en 2022 les seules dépenses consécutives à des réclamations contentieuses et gracieuses, ces dépenses étant elles-mêmes appelées à diminuer avec la suppression de la taxe d'habitation principale pour la totalité des ménages.

**ACTION****04 – Admission en non valeur d'impôts locaux**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|---|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| <b>04 – Admission en non valeur d'impôts locaux</b>                         |                            | <b>484 000 000</b> | <b>484 000 000</b> |                     | <b>484 000 000</b> | <b>484 000 000</b> |
|   |                            | <b>443 100 266</b> | <b>443 100 266</b> |                     | <b>443 099 124</b> | <b>443 099 124</b> |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux                             |                            | 484 000 000        | 484 000 000        |                     | 484 000 000        | 484 000 000        |
|   |                            | 443 100 266        | 443 100 266        |                     | 443 099 124        | 443 099 124        |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                              | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention               | 484 000 000                   | 443 100 266        | 484 000 000                   | 443 099 124        |
| Transferts aux collectivités territoriales      | 484 000 000                   | 443 100 266        | 484 000 000                   | 443 099 124        |
| 04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux | 484 000 000                   | 443 100 266        | 484 000 000                   | 443 099 124        |
| <b>Total</b>                                    | <b>484 000 000</b>            | <b>443 100 266</b> | <b>484 000 000</b>            | <b>443 099 124</b> |

**SOUS-ACTION****04.01 – Admission en non valeur d'impôts locaux**

La dépense s'élève à 0,4 Md€ en 2022, contre 0,5 Md€ en 2021.